

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 2 (1117) 10 janvier 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

2 – 3

Adieu aux Inconnus 1 et 2



Deux cents personnes ont donné une digne sépulture aux deux passagers clandestins décédés sur le cargo Elise D à Anvers. Elles ont plaidé avec force pour l'ouverture des frontières.

6

**Pour l'emploi, la Sécu
et les services
publics : ensemble !**

17

**Charleroi : un jeune
de 16 ans tiré
comme un lapin**

18

**Mitterrand : fasciste,
puis gaulliste, puis
social-démocrate**



Les victimes de la fermeture des frontières conduites à leur dernière demeure

Nadine Buyse, Marianne Martine et Annemie Mels

Deux cents personnes ont participé mardi passé aux obsèques des réfugiés inconnus découverts entre les ballots de fèves de cacao, dans les cales du cargo Elise D, au port d'Anvers. La cérémonie de commémoration, organisée par Frontières Ouvertes, à Hoboken, a permis à des délégués syndicaux, des membres de la communauté africaine et du mouvement tiersmondiste d'exprimer leur révolte et leur solidarité internationale.

Funérailles émouvantes des passagers clandestins de l'Elise D

Des Africains, des syndicalistes et des antiracistes crient leur colère

Un cortège silencieux et grave a accompagné les deux réfugiés inconnus morts à bord de l'Elise D. Jusqu'au cimetière municipal d'Anvers. Là, les hommes se sont relayés pour porter sur leurs épaules les deux cercueils. Les visages étaient graves et les poings serrés car, au fond des coeurs, montait une protestation unanime contre l'injustice de la logique capitaliste. Les matières premières, les marchandises en provenance du tiers monde peuvent circuler librement, mais pour les êtres humains, nos frontières restent solidement bouclées. Elles tuent.

Au cimetière, nous nous sommes recueillis à la mémoire des nombreuses victimes de la fermeture des frontières. Des amis africains ont entonné un chant d'adieu poignant et se sont adressés une dernière fois aux victimes. Tous étaient porteurs d'un message clair : il faut poursuivre la lutte pour des relations Nord-Sud plus justes.

Abou Sanoko, de l'organisation de réfugiés Truth, de Geel : «Nous nous sommes rassemblés aujourd'hui pour vous accompagner jusqu'à votre dernière demeure. Nous savons que votre brève existence n'a connu aucun repos, comme la nôtre.

Aujourd'hui, votre mort est pour nous une injustice flagrante et une nouvelle humiliation, le symbole du cadre politique mondial. Après que les pays du Nord aient joué les pyromanes dans le sud, ils nous empêchent de fuir les feux de brousse en dressant des obstacles à leurs frontières.

Ils attendent de nous que nous attendions que leurs pompiers viennent éteindre les flammes, par leurs interventions "humanitaires".

Mais nous vous promettons que nous nous vengerons, avec les Blancs qui sont nos amis dans notre lutte pour la justice et pour les peuples du tiers monde. Nous le disons d'une seule phrase : la justice ou la mort !»

Après l'inhumation, une commé-

moration a eu lieu. De nombreuses organisations sont venues témoigner leur solidarité et soutenir la lutte pour l'ouverture des frontières, par des témoignages, des chants et des poèmes. En voici quelques-uns.

Madame Lutay-Kanza (organisation ARZAC et FIFAD) : «Du cacao, l'Occident fait un produit fini qui s'appelle le chocolat. Les deux victimes que nous venons d'enterrer connaissaient-elles le goût du chocolat ? Sans doute pas. Ce que nous demandons, ce n'est pas la charité mais la solidarité. Avec votre soutien moral, nous pouvons nous libérer du joug impérialiste et des complices qui pillent notre continent.»

Cécile Kayirebwa (chanteuse rwandaise) :

«Je chante à la place des gens qui sentent qu'ils vont mourir.

Adieu, adieu,

Adieu, repose en paix,

Adieu et ne sois pas lâche,

L'idéal est toujours le même : le courage, le courage,

Je sens que la mort m'emporte,

et que la vie me quitte.»

Seule une barre de chocolat sur 36 revient aux paysans

Bert Cleymans, ancien président du NCOS, actuellement président du Centrum Buitenlandse Werknemers : «Il est très symbolique que ces gens soient morts étouffés dans le cacao que nous continuons d'importer d'Afrique à des prix plancher. Nous ne cessons d'emporter des matières premières à bon marché des pays du tiers monde. Sur 36 tablettes de chocolat, seul le bénéfice d'une tablette revient aux paysans producteurs de cacao. On comprend alors que ces gens viennent ici, pour pouvoir goûter eux aussi des 35 autres.

Parfois, nous considérons les problèmes du tiers monde d'une manière trop économiste, trop structurelle, trop chiffrée. La lutte



Abou Sanoko (deuxième à droite) : «Votre mort est une injustice flagrante...»

de Frontières Ouvertes nous a montré que non seulement les matières premières peuvent venir ici, mais aussi que les gens du Sud eux aussi doivent pouvoir venir ici.»

Anne Maesschalk de l'asbl Frontières Ouvertes a conclu la série de témoignages par un plaidoyer incitant à poursuivre la lutte contre les nouveaux projets de loi Vande Lanotte et par un appel à participer

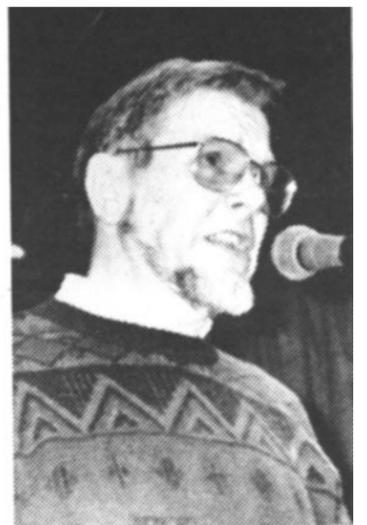
à la manifestation d'Objectif, le 24 mars prochain à Bruxelles : «La lutte pour l'ouverture des frontières et pour l'égalité des droits est une même lutte contre le racisme et le fascisme.»



Madame Lutay-Kanza



Cécile Kayirebwa



Bert Cleymans

La solidarité ne connaît pas de frontières

Discours de la CSC et de la FGTB-Anvers

Tom Harding, de la CSC-Anvers : « Cette traversée vous a été fatale. Aussi, votre mort est-elle la dénonciation la plus extrême du fossé croissant entre le Nord et le Sud. Aujourd'hui encore, on attribue plutôt ce fossé à la mentalité et à la culture des peuples du tiers monde qu'aux relations économiques injustes. Pour la CSC-Anvers, votre mort est un appel pour que nous continuions à nous engager pour les gens du continent africain. Pour les politiciens, votre mort est un appel à tenir davantage compte des courants de migration dans la politique étrangère. »



Tom Harding (CSC-Anvers)



René Geybels (FGTB-Anvers)

René Geybels, président de la FGTB-Anvers : « Sur base de notre solidarité socialiste, la FGTB est elle aussi sur la ligne de front pour tous ceux qui doivent gagner leur pain en travaillant, pour ceux qui aspirent à la liberté et s'opposent à l'exploitation. Cette solidarité est par définition internationale et ne

connaît donc pas de frontières. Nous avons le devoir d'opposer aux gouvernements et au patronat international, un mouvement ouvrier organisé qui est en mesure de faire face à l'exploitation dont les ouvriers sont les victimes partout dans le monde. Nous devons continuer à lutter pour les droits de l'homme, pour les libertés syndicales, pour la justice sociale et pour la démocratie. Si nous ne

les aidons pas, la faim, la misère et le chômage frappent dans de nombreux pays du tiers monde et les chances de vie de millions de gens sont mises en danger.

L'Inconnu 1 et l'Inconnu 2 n'ont même pas eu la chance de commencer à refaire leur vie. La solidarité internationale est une tâche énorme. Nous continuerons à faire notre devoir. »

La fermeture de l'Europe tue deux Béninois

Deux Africains ont à nouveau trouvé la mort "dans les barbelés qui entourent la forteresse Europe". Leurs corps ont été déchargés d'un navire, à Anvers, le soir du Nouvel An. Selon le capitaine, il est probable qu'ils soient Béninois. Ils se trouvaient dans un container chargé à Cotonou, le plus grand port du Bénin, une ancienne colonie française d'Afrique de l'Ouest.

A l'annonce de cette information, j'ai été envahie de la même honte que cet été, lorsque j'ai visité avec des militants de la Ligue des Droits de l'Homme du Bénin, trois centres pour réfugiés togolais, à Cotonou. Car, pendant que notre gouvernement enferme les réfugiés dans des camps, derrière des clôtures de barbelés, le Bénin, pays pauvre d'entre les pauvres, comptant 5 millions d'habitants, héberge actuellement plus de 50.000 réfugiés en provenance du Togo voisin. Au début des années '90, lorsque la répression des révoltes populaires au Togo a coûté la vie à 50.000 personnes, le nombre de réfugiés atteignait même 200.000. A Cotonou, les réfugiés sont logés dans des bâtiments publics ou des tentes plantées aux alentours. « Nous les appelons des centres d'accueil, et pas des camps », nous ont expliqué nos guides. « Les gens peuvent chercher librement du travail dans la ville. De nombreux jeunes se sont inscrits à l'université. Certains ont reçu une bourse d'étude. Ils ont réussi les examens et beaucoup d'entre eux ne savent même plus qu'ils sont réfugiés. » Nous avons vu des femmes préparer de la nourriture qu'elles vont vendre dans des échoppes en ville. Les réfugiés peuvent aussi obtenir du soutien pour le lancement de mini-projets qui leur permettent d'assurer eux-mêmes leur subsistance.

Avec en tête le souvenir douloureux de notre pays, où, selon

Tobback, « le salon est plein », nous avons demandé comment la population "autochtone" réagit à la présence de ces réfugiés. « Ils sont nos frères, pas nos concurrents » ont répondu les guides. « Nous avons mené des actions en faveur d'un accueil hospitalier. Lors des engagements, il n'y a pas de distinction. Même si la situation au Togo s'améliorait, certains réfugiés sont tellement traumatisés qu'il ne serait pas humain de leur demander de retourner. » Comparez cela à l'insensibilité du ministre SP Van de Lanotte qui veut rapatrier de force les quatre survivants de l'Elise D...

La honte pour Tobback et Vande Lanotte

Naturellement, les conditions de vie dans les centres étaient souvent pénibles et les réfugiés étaient logés fort à l'étroit. Mais le Bénin est un pays très pauvre où l'espérance moyenne de vie est de 47 ans, où la mortalité infantile est de 144 pour 1000 (de 0 à 5 ans). 51 % de la population a accès à l'eau potable, 18 % aux soins de santé. (1) Seulement 66 % des enfants fréquentent l'école primaire, mais les écoles sont ouvertes de toute manière aux barbelés et à l'expulsion. Le lecteur comprendra ma gêne lorsque j'ai parlé du centre fermé de Steenokkerzeel...

En Europe, les gouvernements font beaucoup de bruit autour des "réfugiés économiques". Mais ils ne sont pas gênés de participer au pillage de l'Afrique, qui est la cause de la fuite des réfugiés. Ainsi, l'impérialisme tue deux fois : il tue en Afrique et celui qui fuit meurt en



Anvers (2/1/96) Une Africaine pleure les morts de l'Elise D

cours de route. Deux exemples. La monnaie béninoise, le franc CFA, est lié au franc français. En 1994, Paris impose une dévaluation de 50 %, pour améliorer la position du franc français dans l'Union européenne. De ce fait, au Bénin, les prix à l'exportation baissent de moitié et les prix à l'importation augmentent de 100 %. Les médicaments et les engrais sont maintenant hors de prix pour le paysan béninois. Les enfants meurent de la malaria parce que les médicaments coûtent trop cher. Autre exemple. A Parakou, une ville du nord, "notre" producteur textile UCO a acheté une usine qu'il a modernisée grâce à un prêt garanti par l'Etat béninois. Mais UCO est parti et le Bénin a dû continuer à rembourser le prêt. Et c'est la firme belge Modulmed, appartenant au beau-frère de Mark Eyskens, ministre CVP à l'époque, qui a vendu au Bénin des cliniques mobiles inutiles, pour un montant d'un demi-milliard !

1. Rapport mondial ONU 1995 (PNUD)

Injustice et absence de perspectives

Ina Koeman, Centre social protestant : « Des gens d'un pays d'Afrique de l'Ouest ou de n'importe où, décédés dans un container rempli de cacao alors qu'ils étaient sans doute partis pleins d'espoir à la recherche d'un avenir meilleur. Sans vie, ils témoignent encore de ce récit de faim, d'exploitation et de guerre, d'une vie sans droit et sans perspectives. Cette injustice s'est encore poursuivie, lorsqu'il est apparu qu'on ne pouvait pas décharger leurs corps ici parce que la cargaison n'était pas destinée à Anvers... »

Mon Rosseel (du groupe Vuile Mong, théâtre de formation, Gand) : « Les gens ne sont que neige et glace, et c'est de plus en plus grave. La chaleur doit revenir. »

Jan Rombauts (Groupe de travail Réfugiés, Gand) : « Ici, on n'est toujours pas gêné qu'on puisse aller chercher le cacao dans votre pays pour 10 francs le kilo et vendre ici le chocolat à 350 francs le kilo. Mes amis, nous savons que nous devons faire plus pour vous et vos camarades que de parler et être sages. »

Message du Burkina

Message adressé à Frontières Ouvertes par l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme : « Nous vous remercions pour le geste de solidarité et de générosité posé par votre association, suite à la dramatique situation de nos frères "embarqués" dans ce cargo nommé Elise D. Je suis sensible aux efforts faits pour sauver les rescapés et aux

sacrifices consentis pour donner une sépulture aux malheureux qui ont trouvé la mort dans cette traversée de l'inconnu. Nous vous encourageons dans votre combat contre l'exclusion et l'hypocrisie qui caractérise aujourd'hui les relations internationales et surtout les relations Nord/Sud. Signé Halidou Ouedrago. »

Gestes de solidarité

Il y a quelques jours, un homme a pris contact avec Frontières Ouvertes. Sa compagne venait de mourir. Elle s'appelait Elise et avait toujours lutté pour plus de justice sociale. Dans les avis nécrologiques parus dans De Morgen et dans Le Soir, il demandait à ses amis de n'apporter "ni fleurs ni couronnes" mais de verser un don au Fonds de soutien de Frontières Ouvertes. Malgré sa douleur, cet homme a posé un beau geste de solidarité humaine. D'autres ont écrit pour exprimer leur révolte et leur solidarité : « Je suis moi-même révoltée par l'inhumanité des traitements que l'on réserve aux réfugiés politiques non officiellement reconnus. J'ai beaucoup apprécié votre initiative d'organiser

une cérémonie funèbre à la mémoire des 2 inconnus de l'Elise D. Vous trouverez ci-joint ma contribution aux frais de cette cérémonie. » (Md. J.S. Uccle).

L'ACAT Vlaanderen (Action de chrétiens contre la torture et la peine de mort) a aussi adressé un message à Frontières Ouvertes, par la voix de son président Luc de Prest : « Au nom de mon organisation et en mon propre nom, je tiens à exprimer notre solidarité et notre soutien. Il faut d'urgence faire quelque chose à propos de la problématique des demandeurs d'asile, soumis à des mesures très sévères qui vident finalement le droit d'asile de son contenu. Heureusement qu'il y a des gens qui réagissent. »

De nouveaux réfugiés à Anvers : restez solidaires

Le 5 janvier, deux nouveaux bateaux venus d'Afrique de l'Ouest ont amené leur cargaison humaine à Anvers. Deux Libériens et trois Nigériens découverts à bord du cargo Deco Oldenburg, chargé de cacao, ont demandé l'asile et ont été enfermés au centre 127 tandis que les 3 ou 4 Zaïrois, arrivés à bord du CMBT Echo

n'auraient pas, selon le chef de la police maritime d'Anvers, demandé l'asile, et auraient été transférés à Zaventem en vue de leur rapatriement. Pour les quatre de l'Elise D. qui attendent toujours au centre 127, pour les nouveaux arrivés et ceux qui arriveront encore, le combat continue. Restez solidaires ! Contactez Frontières Ouvertes.

Ordre permanent

Je soussigné
 Nom et prénom : _____
 Rue et n° : _____
 Code postal : _____ Commune : _____
 N° de compte : _____
 Date : _____ Signature : _____

Donne l'ordre, à partir du .../ .../ ..., de verser mensuellement un montant de sur le compte 001-1770552-87 du Fonds de soutien "Réfugiés" de Frontières Ouvertes, chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles. Tel. 02/245.84.11.

EDITORIAL

PS : "héros" au service de la FEB

Kris Merckx

Avant le Nouvel-An, la presse financière débordait d'anxiété face au "climat social explosif". Mais à la fin de la semaine dernière elle pousse un soupir de soulagement. L'Écho (6/1) se réjouit que «les glaciales relations sociales à la Sabena ont l'air de se réchauffer». Et à propos de l'ouverture de négociations avec les syndicats pour élaborer une version "atténuée" du plan Schouppe, le quotidien bourgeois écrit : «Une vraie réforme de la SNCB paraît enfin engagée, et sans rupture sociale. Notre pays fait l'économie d'affrontements en France. C'est appréciable.» La Bourse — qui démarre en force cette année — apprécie en effet à leur juste valeur les CVP Dehaene et Smet et leurs collègues "socialistes" Vande Lanotte et Daerden. Ils sont inestimables quand il faut garantir aux patrons la paix sociale et leur épargner des concessions importantes, comme en France. Le Soir (8/1) élève même le ministre PS des transports, Michel Daerden, au rang de «héros des premières négociations à la SNCB».

Beaux héros que sont les dirigeants du PS et du SP ! Du moins pour la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), pour qui ils servent à désamorcer les conflits sociaux. Pour les travailleurs au contraire, ces PS sont des imposteurs. De nombreux électeurs comptaient sur eux pour éviter une politique néo-libérale. Mais en revanche les ministres sociaux leur font supporter les mesures libérales l'une après l'autre : économies et réformes dans l'enseignement (Onkelinx et Van den Bossche !), privatisation des entreprises publiques (Di Rupo et Daerden !), saccage des services publics et de la Sécurité sociale. Le rôle spécifique de la social-démocratie consiste à faire passer ces mesures néo-libérales en empêchant la résistance sociale. La social-démocratie peut jouer ce sinistre rôle parce qu'elle a toujours une emprise politique et organisationnelle sur une grande partie des dirigeants nationaux de la FGTB. Tout comme l'ont les politiciens du Mouvement Ouvrier Chrétien à la direction de la CSC.

Les dirigeants syndicaux, embarqués aujourd'hui dans des négociations-bidon, prennent une responsabilité écrasante. Ils aident ainsi le gouvernement dans sa tactique de saucissonnage. Mais la partie n'est pourtant pas encore jouée pour le gouvernement. Les travailleurs de Sabena et de la SNCB — deux secteurs économiques-clés — ont manifesté une grande combativité. En s'y appuyant sur eux, il était, et il est toujours, possible de construire des rapports de force à la française. C'est la seule façon de contrer les plans du gouvernement et du patronat et d'imposer une alternative. Pour atteindre cet objectif, il importe que les syndicalistes de combat rompent radicalement avec le PS et le PSC, ces "héros" au service de la FEB.

«Je pensais que le PS était notre ange gardien»

Un responsable des Jeunes Socialistes adhère au PTB

De nombreux progressistes sont encore membres du Parti Socialiste. La participation du PS au gouvernement les place chaque jour devant un choix difficile : faut-il rompre avec ce parti qui ne sert que les intérêts de la bourgeoisie ou peut-on le changer ?

Thierry Warmoes

Michel Glibert militait au Parti Socialiste et au Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) depuis 1992. Il participait aux réunions du bureau national du MJS, ainsi qu'aux réunions de la fédération de Namur. A un débat organisé par le PTB à Namur, il a créé la surprise en déchirant publiquement sa carte de membre du PS. Aujourd'hui, il veut continuer son engagement au PTB. Il s'explique.

Tu as adhéré au PS en 1992. Quelle était ta motivation ?
Michel Glibert. J'étais pour la lutte ouvrière. Je voulais militer pour les travailleurs et les chômeurs, défendre le pauvre face aux riches. A cette époque, je pensais encore que le PS défendait les ouvriers. Je ne connaissais même pas le PTB.

Aujourd'hui, ton divorce avec le PS est complet. Comment en es-tu arrivé là ?

Michel Glibert. Ma première rupture avec le PS date de fin 1993, lorsque le gouvernement a fait passer son Plan global. Tandis que les syndicats sont dans la rue, le bureau du parti vote le Plan. C'est la rupture entre la FGTB et le PS. Je participe alors à toutes les actions de la FGTB. Je m'étonne de voir un responsable du MJS à ces manifestations, alors qu'il a voté pour le Plan global au bureau du parti. Je l'interpelle au bureau du MJS; on me répond que je ferais mieux de me calmer... Le 1er mai 1994, je boycotte le défilé du PS pour protester contre le Plan global et les mesures contre les chômeurs.

Mais pour moi, la mesure était pleine avec la répression contre la manifestation des étudiants à Liège, en novembre dernier. J'y étais et je suis révolté. Vous avez écrit "La rose et la matraque", mais je dirais plutôt "La rose et le fascisme". Dehousse est entièrement responsable ! Et il s'est encore permis d'humilier Fabricio Bucella à la télévision ! En plus, à Namur aussi, on a



Michel Glibert montre ce qu'il a fait de sa carte du PS, après la répression de la manif des étudiants à Liège.

tapé sur les étudiants.

Les étudiants doivent rencontrer des jeunes de gauche, des jeunes du mouvement ouvrier qui peuvent traduire leurs demandes en un discours politique. Jusqu'à présent Madame Onkelinx sort gagnante, mais on lui donne rendez-vous en janvier !

De nombreux gens de gauche pensent pouvoir changer le PS. Qu'en penses-tu ?

Michel Glibert. Jusque récemment, je pensais que le PS allait être l'ange-gardien de l'enseignement, des services publics et des chômeurs, comme il l'avait promis lors de sa campagne électorale. Je pensais que le PS négocierait dans l'intérêt des travailleurs.

Alors quand j'ai vu comment Onkelinx a imposé les fusions dans l'enseignement, j'étais furieux. Elle aurait pu demander une intervention plus importante des milieux catholiques et des riches pour financer l'enseignement, mais elle ne l'a pas fait. C'est alors que j'ai compris que le PS ne s'attaquerait jamais aux riches. Récemment encore, les socialistes au conseil d'administration de la SNCB ont voté pour le plan Schouppe ! En fait, les socialistes jouent le jeu des libéraux.

Je n'espère plus que le PS changera. Ce n'est même plus un parti ouvrier. On a à faire à des avocats, des médecins, des gens liés au patronat, etc. Ces gens ne peuvent pas défendre les intérêts des ouvriers. Même quelqu'un comme Happart, c'est un Wallon avant tout. Mais

pour moi, Flamands comme Wallons, on a toujours eu besoin l'un de l'autre. Je pense que les nationalistes wallons font le jeu du Vlaams Blok. Je connais des jeunes qui sont tentés de voter pour le Front National (FN) ou les libéraux, tellement ils en ont marre des socialistes. A Namur, le bourgmestre Close fait beaucoup de bruit contre le FN. Mais s'ils sont au conseil communal, c'est bien à cause de la gestion socialiste.

Au MJS, beaucoup de jeunes ne sont pas d'accord avec le PS. Mais que peuvent-ils faire ? Le MJS essaie encore de se faire le porte-parole de la lutte ouvrière, mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Tu comptes maintenant poursuivre ton engagement au PTB. Peux-tu expliquer ce choix ?

Michel Glibert. Je veux m'engager pour la lutte ouvrière. Pour la fonction publique, comme pour l'enseignement et les cheminots, il est temps d'arrêter les discours politiques. Je crois que le PTB a été clair : terminé les discours, il faut passer à l'action ! Je suis d'accord avec le plan alternatif du PTB, même si je trouve que faire payer cinq cents milliards par les riches encore trop gentil !

Les banques doivent payer, entre autres pour refinancer l'enseignement. Maintenant le riche doit payer pour le pauvre. Il ne faut pas faire de cadeaux aux patrons. Il faut mettre un terme aux contrats de travail précaires. Je suis tout à fait pour les 32 heures sans perte de salaires et avec embauches. Je dis non à l'Europe du capitalisme et non au capitalisme de l'Etat belge. Toutes ces idées, je les retrouve au PTB.

C'était mieux sous le socialisme

Michel Glibert. Certaines personnes ont prétendu qu'elles feraient mieux que les communistes; ça a foiré. C'était mieux sous le socialisme. Je me demande si la dissolution de l'Union soviétique était une bonne chose. Avant, les Américains devaient négocier avec les Soviétiques, maintenant ils peuvent

tout se permettre. On essaie toujours d'associer communisme et dictature. Ce n'est pas correct. C'est le PS qui est dictateur. En Belgique, il est grand temps que le communisme vienne au pouvoir. Et on y arrivera. En tous cas je l'espère parce que ça ne peut plus continuer comme ça.

12 % de restrictions salariales

Philippe de Buck, administrateur délégué de Fabrimetal, l'organisation patronale du secteur métallurgique qui emploie plus de 200.000 travailleurs et dont ressort le secteur automobile, veut comprimer le coût salarial de 12 % cette année. «Nous demandons 7,5 % via la baisse des cotisations sociales (soit 180 milliards) et 7,5 % via la modération salariale. Sur ce deuxième point, nous avons déjà obtenu 3 % grâce au Plan global. Notre objectif subsiste pour les coûts salariaux. A cet égard, la discussion sur la modernisation de la Sécurité sociale est une "occasion" à ne pas rater. On ne pourra pas se permettre beaucoup d'excès dans les années à venir, il faudra s'habituer à vivre avec la modération salariale durent une longue période» (La Libre Belgique, 23/12/1995, p.15). Ces propos patronaux montrent on ne peut plus clairement le véritable enjeu de notre lutte pour le maintien de la Sécurité sociale.

12 % de bénéfices

Les uns sont sans cesse soumis à de nouvelles mesures de restriction, les autres sablent le champagne. Les cours des actions cotées en Bourse ont augmenté en moyenne de 12,2 % l'année dernière : une action qui valait 1.000 francs le 1er janvier 1995 valait 1.122 francs le 30 décembre. Les actionnaires s'enrichissent sans lever le petit doigt. La raison principale de cette forte hausse est le fait que les entreprises continuent d'enregistrer d'importants bénéfices. A l'étranger, la situation est quasi identique. A la bourse d'Amsterdam, les cours des actions ont augmenté de 17 %, à la bourse londonienne de 20 % et à celle de New York de 33 %. La crise disiez vous, oui mais pour qui ?



Jacques Delcuvellerie : «Que nos oeuvres arrachent les masques des puissants...»

Que notre art soit moins futile

Les vœux de J. Delcuvellerie, metteur en scène

Jacques Delcuvellerie a monté cette année "La Mère" de Bertholt Brecht. Il figurait parmi les personnes qui ont soutenu la liste d'Unité Antifasciste aux dernières élections. Dans Le Soir*, il formule ses vœux pour ses collègues du monde du théâtre.

«Je forme le vœu que notre art soit moins futile. Nos classiques — Eschyle, Shakespeare, Molière, Brecht — nourrissent l'inspiration des réalités de leur temps et y intervenaient hardiment. (...) Et nous ? Ces dernières années : 40.000 enfants par jour ont continué à mourir dans le "tiers monde"

des effets de l'échange inégal orchestré par le FMI et la Banque mondiale, nous avons assisté au plus grand génocide depuis 1945 (Rwanda : 1 million de morts ? des nègres, certes), nous avons approuvé une guerre atroce pour le pétrole (Irak) et fermé les yeux sur l'embargo monstrueux qui a tué près de 500.000 enfants depuis... pour protéger le prix du brut saoudien et l'achat d'armes américaines par Ryad. Etc, etc.

Mais apparemment les gens de théâtre, à la différence de leurs ancêtres, n'estiment pas ces sujets à la mesure de leurs individus. (...) Je fais le vœu pour les années qui viennent que nous quittions le banc des aveugles cyniques et pessimistes, des borgnes narcissiques, et des pétitionnaires encadrés par la télévision; que nous osions descendre dans l'arène des faits majeurs, sanglants et cachés, et que nous osions apprendre ce

qu'il nous faut pour le faire à bon escient; que nos oeuvres arrachent les masques des puissants, au lieu de ridiculiser le fascisme ordinaire des humbles et des trompés. L'ennemi : en Yougoslavie, ce sont les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et non les peuples qui s'y déchirent; ce sont les banques et leurs milliards de profit et de fraude et non les immigrés; les partis "démocratiques" de la trahison, et non l'électeur du Front national; la bonne conscience des intellectuels des pays des "droits de l'homme", quand leurs gouvernements attisent les haines dans les pays de la misère. Retravailler désormais, modestement mais opiniâtrement, à rendre à notre art sa qualité d'arme de la critique, avant l'inévitable critique des armes.»

*Le Soir, 30 décembre 1995, propos recueillis par Christelle Prouvost.

En un an, 50 % de pauvres en plus

Une cause principale : les sanctions anti-chômeurs

René Witteveen

Cinquante mille familles en Belgique devaient se contenter du minimum vital, début 1995. En fin d'année, leur nombre a plus que doublé. Septante six mille familles en plus, avec souvent une ou deux personnes à charge. Dès lors, plus de 108.000 personnes dépendent du minime. C'est ce que rapporte l'Association des Villes et Communes. (1) Le minime s'élève à 20.103 francs pour un isolé et à 26.805 pour une personne ayant des enfants à charge. Trop pour mourir, pas assez pour vivre.

Les principales causes sont les sanctions contre les chômeurs et l'insuffisance des allocations. Les mesures de restriction dans l'assurance maladie ont également un impact négatif. Entre 1993 et 1994, les dépenses pour les soins de santé du CPAS de Bruxelles ont augmenté de 30 %. Par rapport à ces dépenses, celles consacrées aux réfugiés sont marginales, note l'Association.

Plus de 35 % des ayant droit sont des jeunes de 18 à 30 ans, ce qui s'explique surtout par la prolongation du temps d'attente en fin d'études. Neuf à douze mois avant de toucher une

allocation, inférieure au minime.

C'est surtout dans les villes que la pauvreté s'accroît. 31,2 % de la population bruxelloise vit en dessous du seuil de pauvreté. Sans l'aide des CPAS, les villes connaîtraient des situations de violence comparables au Bronx, remarque encore l'Association des villes et communes. Le CPAS d'Anvers verse cent cinquante millions de francs par mois pour l'aide à neuf mille familles belges et à deux mille étrangers et demandeurs d'asile. Ce dernier groupe est passé de deux mille deux cent vingt sept, début 1995, à mille neuf

cent quatre-vingt six en septembre. Pendant cette période, le nombre de jeunes qui dépendent du CPAS a augmenté de 50 %. Les dépenses pour les étrangers et les demandeurs d'asile ne s'élèvent qu'à quarante deux millions par an. (2)

Ces chiffres démentent la propagande mensongère du Vlaams Blok affirmant que les demandeurs d'asile et les immigrés sont les principaux "profiteurs" du CPAS.

1. Le Soir, 22 novembre 1995. 2. M. Windey, directeur des Affaires Sociales dans Le Soir, 22 novembre 1995.

EN BREF

La misère par la privatisation

Des centaines de milliers de familles d'Écosse, du nord de l'Angleterre et d'Irlande du Nord sont actuellement privées d'eau courante. Le gel sévère a provoqué la rupture de nombreuses canalisations. Dans les hôpitaux, les opérations doivent être remises à plus tard. Les écoles n'ont pu reprendre les cours. Selon des syndicalistes, la catastrophe est une conséquence des nombreux licenciements qui ont eu lieu depuis la privatisation du secteur, les entreprises ne pouvant plus procéder assez rapidement aux réparations. Ce sont surtout les canalisations récemment placées qui ont sauté. Selon les spécialistes, c'est dû au fait que les conduites sont maintenant placées à un mètre de profondeur, au lieu de 1,5 mètres. Creuser plus profondément, c'est plus cher mais beaucoup plus sûr. Les associations de consommateurs dénoncent les compagnies de distribution d'eau qui se sont emparées du service de l'eau privatisé en 1989. Elles pensent davantage à leur profit et à l'intérêt de leurs actionnaires qu'au client. (De Morgen, 4.1)

Le nouveau Belgacom : amaigri

«Le président de la Singapore Telecom, Lee Hsein Yang, a déclaré que la réduction du personnel est inévitable chez Belgacom. Il faudra se concerter avec les syndicats. Si on s'y prend bien, on pourra éviter les remous sociaux», rapporte l'agence Belga. Singapore Telecom, associée à Ameritech et Tele-Danemark constitue le consortium auquel le gouvernement a vendu 49,9 % des actions de Belgacom. Pour éviter les vagues sociales que pourraient provoquer ces propos, le consortium a fait savoir que «Lee a uniquement voulu dire que la productivité chez Belgacom doit augmenter». (Het Volk, 22.12).

Paul Van Himst contre Dehaene

L'entraîneur de l'équipe nationale figure parmi ceux qui en ont ras-le-bol des mesures d'austérité. «Quel événement vous a le plus offusqué durant l'année écoulée ?», lui a demandé Het Belang van Limburg. Réponse : «J'étais un jour dans l'ascenseur avec Dehaene, à Anderlecht. Le sourire sur les lèvres, il me dit que les mesures d'austérité ne font que commencer. Encore payer les gars, ça me rend malade» (Het Belang, 2.1).

Philippe Henry pour le refinancement

Philippe Henry, l'ancien président de la Fédération des Étudiants Francophones (FEF), se prononce en faveur du refinancement de l'enseignement. Cette revendication a été rejetée par les milieux politiques et économiques durant ces dernières semaines comme étant irréaliste. Philippe Henry, quant à lui, défend le refinancement en se basant sur une critique de la société capitaliste. Il souligne l'importance d'un choix de société plus sociale, mais ne souhaite pas boycotter le capitalisme. «Tant qu'à investir de l'argent, pourquoi ne pas le faire dans des économies sociales qui fournissent de l'emploi et améliorent en même temps la qualité de la vie ? Je ne veux bien sûr pas dire qu'il faut boycotter la société marchande, elle est indispensable. Mais il faut aussi faire des choix de société. C'est pour cela aussi que la FEF demande un refinancement de l'enseignement : a-t-on déjà pensé aux gains que cela pourrait rapporter à moyen terme ou à long terme ?» (La Libre Entreprise, 23/12).

Pour refinancer services publics, écoles, Sécu, et pour l'emploi

Luttons ensemble pour faire payer les riches

Dans les mois à venir, l'entreprise de démolition sociale Dehaene-Di Rupo compte porter des coups décisifs au monde du travail. Mais elle tremble devant la colère et la conscience grandissantes des travailleurs.

Direction nationale du PTB

L'année s'est terminée dans la révolte. Les étudiants francophones se battent pour le refinancement de l'enseignement et une école accessible à tous. Ils sont fermes sur leurs revendications, ne se laissent pas enfermer dans des négociations-bidon. Ils ne veulent pas être "réalistes" ni négocier seulement sur la façon d'appliquer les économies décidées. Ils résistent aux manœuvres de division et ne reculent pas devant les matraques d'un bourgmestre socialiste. Cette attitude leur vaut le soutien de toute la population travailleuse. Dans l'enseignement néerlandophone, on se bat contre les effets des fusions des écoles supérieures et l'arrêt des nominations qui prépare la fusion catastrophique des écoles secondaires. Les enseignants francophones ne désarment pas et 70.000 travailleurs des services publics ont exprimé leur inquiétude devant les pertes d'emploi, les atteintes au statut et les menaces sur les pensions. Sabena et la SNCB sont mobilisés et Belgacom pourrait les rejoindre, une fois les plans de leurs nouveaux maîtres américains connus. Dans le privé l'hécatombe de l'emploi continue. Les mesures contre la Sécurité sociale sont encore à venir, tout comme le contrôle budgétaire de février et le contrôle plus strict des salaires.

Face à l'attaque globale, une riposte globale s'impose

Dès la dissipation de la fumée des promesses électorales, Dehaene et Di Rupo ont annoncé leur plan de bataille : restrictions budgétaires pour arriver aux trois pour-cent de Maastricht, démantèlement et privatisation des entreprises publiques, réforme de la Sécurité sociale et changement du système d'adaptation des salaires au coût de la vie.

La tactique suivie est triple. Un. Faire passer toutes ces attaques en un an. Ensuite se faire oublier jusqu'aux prochaines élections.

Deux. Eviter de créer l'impression d'un nouveau "Plan global" et saucissonner les dossiers. D'abord les restrictions budgétaires, ensuite les privatisations et restructurations des entreprises publiques, la



Ensemble, nous sommes capables de liquider les mesures gouvernementales, aussi bien celles déjà connues que celles en préparation sur la Sécurité sociale.

réforme de la Sécurité sociale et enfin s'attaquer aux salaires. Trois. Dans la mesure du possible enchaîner les directions syndicales à leur politique par la concertation.

Cette tactique a pu être mise au point grâce à la présence des socialistes au gouvernement. Aux élections, la majorité de la bourgeoisie a mené campagne pour un gouvernement avec les socialistes. Elle attend de ceux-ci qu'ils utilisent leur connaissance du monde ouvrier et leurs liens avec les directions syndicales pour informer le gouvernement de l'état d'esprit des travailleurs et pour trouver les moyens de briser la résistance. Les libéraux sont désespérés de voir que la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB) juge ses intérêts mieux défendus par les socialistes que par eux-mêmes. De Croo (VLD) : «Il est émouvant de voir que la présence socialiste au gouvernement est souhaitée par une partie de l'establishment capitaliste. La FEB et dans une moindre mesure les patrons flamands (VEV) mettent le CVP sous pression pour continuer à gouverner avec les socialistes.» (1) Qui disait qu'avec les libéraux, ce serait pire pour les travailleurs?

La peur du scénario français

Le gouvernement s'en tient à son programme. Mais pris de frousse par le danger d'une lutte commune des étudiants, des enseignants, de Sabena, par l'avertissement français et surpris par la réaction rapide des cheminots en décembre, il tempore. Il reporte l'attaque contre la Sécurité sociale jusqu'à ce que le sort de la SNCB soit réglé. Tobback explique pour-

quoi : «C'est en rapport avec les développements dans le reste de l'Europe... Si la France connaît une telle agitation, cela nous influence aussi... Nous devons créer de la clarté dans le dossier de la Sécurité sociale. Ce débat n'avance que lentement. Parce qu'il s'agit de réussir. Jeter quelque chose sur la table et faire un grand tapage comme Juppé est à la portée de tout le monde...» (1) La tactique du saucissonnage sera donc étendue sur une plus longue période, mais les plans ne sont nullement remis au placard. Les discussions en coulisses sur la Sécurité sociale continuent. Et si le gouvernement arrive à désamorcer la bombe SNCB plus tôt que prévu, il n'attendra pas longtemps pour attaquer la Sécurité sociale.

La France a rappelé qu'il fallait éviter de cabrer les syndicats. Au colloque sur la Sécurité sociale des partis socialistes, Tobback a ouvertement appelé Michel Nollet à la collaboration. Le ministre «ne cachait pas que le dossier des pensions était dur à faire avaler par la base et s'adressait nommément à Michel Nollet pour l'exhorter à "assumer avec lui cette responsabilité".» (2)

Pour la défense des services publics

La défense d'un enseignement démocratique, des services et entreprises publics est un objectif important du PTB pour les mois qui viennent. Il s'agit d'un choix de société. Le privé s'empare des secteurs les plus rentables. Ces entreprises sont désormais organisées uniquement en fonction du profit qu'on peut en tirer. Les fonctions de service au public qui ne rapportent pas seront éliminées sans pitié. Les privatisations et les

restrictions budgétaires ont des conséquences désastreuses pour les travailleurs des entreprises publiques et pour les usagers. Suite aux économies, l'insécurité s'installe à la SNCB.

La guerre des télécoms privatisées ne fait que commencer. Le géant américain AT&T va liquider 40.000 emplois dans les deux années à venir, un emploi sur huit. (3)

La Sabena privatisée préfigure à quel enfer social conduit la logique de la compétitivité dans des secteurs fortement exposés à la concurrence. Des milliers de suppressions d'emploi, sous-traitance massive et boulots à temps partiels, liaison des salaires aux résultats de l'entreprise, allongement du temps de travail et liquidation du syndicalisme combatif.

Dans les administrations locales, le personnel se bat également contre la privatisation de certains services.

Le PTB engagera toutes ses forces pour soutenir la lutte des enseignants, des étudiants, des cheminots, des travailleurs de la Sabena, de Belgacom, de la Poste et de tous les fonctionnaires.

Il s'oppose à toute privatisation, et veut la renationalisation des entreprises déjà privatisées. Il exige des services publics de qualité et au service de la population. Il s'oppose à toute réduction du financement de ces services sous la forme d'enveloppes à ne pas dépasser. Il demande un refinancement aux frais des banques et du grand capital. Il exige le maintien de l'emploi, le respect du statut et la nomination des contractuels. Il s'oppose à toute atteinte aux pensions.

Le PTB oeuvrera à l'unité des travailleurs des services publics et des usagers.

Utiliser la locomotive de la SNCB

Les travailleurs peuvent apprendre de la France qu'il est possible de faire annuler les plans, mais aussi qu'il ne faut pas se laisser diviser. En cédant aux cheminots et aux étudiants, Juppé a divisé le mouvement.

Dans sa tactique envers les cheminots, Dehaene parie sur deux chevaux. En offrant aux directions syndicales quelques milliards pour un plan social, il espère que ceux-ci pourront faire avaler un plan "Horizon 2005" un peu retouché. Ensuite, il veut briser la lutte des cheminots avant que le reste des services publics ou le privé ne démarrent la lutte. S'il réussit, une grève générale sans les cheminots devient beaucoup plus difficile.

Pour eux-mêmes et pour tous les travailleurs de Belgique, les cheminots ont intérêt à rester fermes et à exiger le retrait pur et simple du plan "Horizon 2005".

Si les cheminots reprennent la lutte, le reste des services publics doit les rejoindre. Jamais la conjoncture n'a été aussi favorable.

Les enseignants veulent reprendre la lutte dès la rentrée. Le mécontentement dans l'enseignement néerlandophone grandit. Les étudiants francophones se sont donné rendez-vous début février. Les travailleurs du privé ont tout intérêt à soutenir la lutte dans les services publics : pour un bon enseignement, accessible aussi à leurs enfants et des transports publics efficaces et bon marché. Ensemble, nous sommes capables de liquider les mesures gouvernementales, aussi bien celles déjà connues que celles en préparation sur la Sécurité sociale.

Ne pas placer ses espoirs dans les ministres socialistes

Si nous laissons passer cette chance, Dehaene nous bouffera l'un après l'autre avec sa politique de saucissonnage. Certains dirigeants syndicaux roulent pour le gouvernement. Ils sont d'accord avec la diminution des cotisations patronales, la sélectivité dans les allocations sociales. Mais ils prétendent qu'il faut attendre de connaître les décisions. C'est un leurre, car lorsque les mesures sont connues, comme à la SNCB, ils capitulent et négocient un accompagnement social. Mais à tous les niveaux du syndicat, des militants veulent se battre. Face à la capitulation, les syndicalistes de combat doivent organiser la démocratie syndicale et donner la parole à la base. L'influence des dirigeants socialistes sur certains responsables syndicaux est l'obstacle principal au déclenchement de la lutte. L'argument que "sans les socialistes ce serait pire", ne tient pas debout. La FEB affirme elle-même qu'elle est mieux servie avec le PS qu'avec les libéraux. Les syndicats doivent rompre avec le PS. Ce parti n'est pas le représentant du monde du travail au gouvernement, mais le représentant de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Les défaites et l'antisindicalisme qui en résultent font le jeu des fascistes. Les syndicalistes ne doivent pas placer leurs espoirs dans les ministres socialistes, mais dans la volonté de lutte des travailleurs. Il ne faut plus attendre. Tous ensemble et maintenant est le mot d'ordre.

Un programme offensif

Il faut arrêter les plans funestes du gouvernement. Mais il faut aussi avancer une alternative. Cette alternative c'est : pour le refinancement de l'enseignement, des services publics, de la Sécurité sociale, pour les 32 heures sans perte de salaire et avec embauche compensatoire : faites payer la crise aux riches. Le PTB a élaboré une proposition de refinancement qu'il popularise à travers un référendum. C'est le meilleur instrument pour la faire pénétrer. Il a



Depuis cent ans, les partis socialistes sèment l'illusion que par des réformes du système capitaliste, il est possible de combler le fossé entre riches et pauvres. Aujourd'hui, ces illusions s'effondrent.

déjà offert une perspective à des milliers de travailleurs. Sans cette alternative, la résignation s'installera ou la lutte risque d'être déviée vers la voie sans issue des plans d'accompagnement social.

En même temps, il se bat pour des mots d'ordre offensifs dans chaque secteur attaqué.

La faillite des dirigeants socialistes

Depuis cent ans, les partis socialistes sèment l'illusion que par des réformes du système capitaliste, il est possible de combler le fossé entre riches et pauvres. Aujourd'hui, ces illusions s'effondrent une à une. Dans les pays les plus riches du monde, nous reculons à grande

vitesse vers l'époque de Germinal. Les dirigeants socialistes sacrifient sur l'autel de la compétitivité et du profit tout ce que la bourgeoisie a dû concéder aux travailleurs, suite à des luttes ou par peur du communisme.

La Sécurité sociale fut créée en 1944, non pas grâce aux socialistes, mais comme le dit Robert Vandeputte, ancien ministre des Finances : «En 1944, les dirigeants d'entreprise étaient inquiets... Le communisme bénéficiait d'un prestige considérable. Ils craignaient non sans raison des expropriations et des nationalisations...» (4)

Dans ces circonstances, ils ont préféré faire de grandes concessions. Tant qu'existait le socialisme en Union soviétique, la bourgeoisie était obligée de maintenir le système. Depuis la chute du Mur, la menace semble écartée et le grand capital veut retourner à la situation d'avant guerre. Elle peut compter sur les dirigeants socialistes pour mettre en oeuvre la prétendue modernisation. C'est un mot à la mode pour rendre aux patrons ce qu'ils avaient dû céder en 1944 : les cotisations sociales patronales.

Depuis deux ans, ces supposés défenseurs du service public ont privaté à une cadence que les libéraux n'avaient pas imaginée : CGER, Société Nationale d'Investissement, SNCI, SNCA, Belgacom.

Depuis 20 ans, ils répandent la fable selon laquelle la modération d'aujourd'hui est l'investissement de demain et l'emploi d'après demain. Mais le produit de l'austérité versé aux patrons aujourd'hui sert à investir pour

rationaliser demain et... liquider des emplois après demain. L'Union Minière investit 22 milliards pour liquider 1700 emplois et amener le rendement de son capital à 15 %.

Les dirigeants socialistes, qui se présentent comme les défenseurs de l'émancipation féminine, appliquent la politique "d'un revenu et demi par famille"; le demi étant réservé dans la plupart des cas aux femmes. Les exclusions des allocations du chômage à cause de l'article 80 les rejettent dans une dépendance complète par rapport au chef de famille.

Ils s'attaquent aux conquêtes syndicales. José Damilot, CGSP cheminots : «On lie la notion de service universel à la question du service minimum en cas de grève (...) cela figure dans la déclaration gouvernementale au chapitre des droits syndicaux.» (5) Vande Lanotte a fait fouiller et photographier 300 syndicalistes de Sabena arrêtés lors de la manifestation du 20 décembre. Dehousse a pris sur lui de mater les étudiants les plus combatifs.

L'alternative : le socialisme et le PTB

Le capitalisme n'offre pas d'issue. «On fait des sacrifices pour une société qui, elle, ne sait produire que du chômage et de la précarité, déclare un cheminot français. Le fric ruisselle et la société est inhumaine.» (6) Dans les pays de l'Est, des dizaines de millions d'électeurs veulent retourner au socialisme. Ils avaient alors du travail, un enseignement, une médecine gratuite et un pays en paix. Nous devons le dire : le socialisme est la seule solution humaine. Et le PTB est le seul parti qui lutte pour le socialisme. Nous devons ouvrir les portes de notre parti aux nombreux travailleurs en colère devant la trahison ouverte du PS. Il est impossible de réformer le PS. Dehousse est le dernier exemple de la trajectoire classique de la gauche socialiste. Il s'est fait élire avec les voix des syndicalistes. Aujourd'hui, il se comporte en Pinochet local. A Namur, un travailleur a déchiré ostensiblement sa carte du PS et demandé son adhésion au PTB. De nombreux travailleurs veulent faire de même. Notre parti a besoin d'eux pour s'implanter dans le peuple. Ils ont besoin du parti qui ne se soumet pas à la société existante, qui offre une alternative socialiste, qui défend sans compromis les intérêts des travailleurs. Dans le passé, nous avons diffusé une image trop exigeante du parti. Tous ceux qui veulent apporter leur petite pierre à la lutte pour le socialisme sont les bienvenus. Pour changer le rapport de forces, pour garantir que les luttes ne soient pas sans lendemain, les travailleurs ont droit à un parti révolutionnaire solide. C'est par dizaines que nous voulons les faire entrer.

1. De Standaard, 29 décembre 1995. 2. De Morgen, 21 décembre 1995. 3. Aktueel 2 janvier 1996. 4. Etudes Marxistes, décembre 1995, p.14. 5. La Wallonie, 12 décembre 1995. 6. Le Monde, 18 décembre 1995

EN BREF

Contre la division nationaliste

Tous les partis de la majorité sont d'accord d'introduire les deux piliers dans la Sécurité sociale : d'un côté les allocations liés au travail (chômage, pension) et payées par les cotisations patronales ou privées et de l'autre les allocations sociales universelles (allocations familiales, soins de santé) à financer par des impôts. Le PS n'y est en principe pas opposé. Mais il craint que les dirigeants flamands en profitent pour communautariser les soins de santé et les allocations familiales. Les dirigeants flamands, y compris Tobback, sont influencés par la démagogie fasciste de la Wallonie qui profite de la Flandre. Mais Tobback veut éviter une crise politique qui mettrait en danger la réforme tout court. «Le SP veut bien discuter des deux piliers. Mais le débat doit traiter du financement alternatif. Celui qui aujourd'hui, 700 jours avant notre examen de Maastricht joue la carte communautaire... est un irresponsable.» (De Morgen, 21 décembre 1995)

La surenchère nationaliste cache le véritable enjeu de la lutte et divise le front des travailleurs pour la défense de la Sécurité sociale. Le PTB est le seul parti national où luttent côte à côte des travailleurs de toutes les régions du pays. Nous renforcerons nos initiatives pour rapprocher les syndicalistes et les travailleurs du Nord et du Sud.

Droits égaux pour être forts ensemble

Le racisme détourne l'attention des véritables coupables de la crise. Les centaines de milliards de francs volés aux travailleurs ne sont pas passés dans les poches du Marocain de votre quartier. Le racisme affaiblit la lutte. Il laisse une partie des travailleurs sans droits.

Le racisme prépare la terreur contre tous les travailleurs. Un jeune Marocain de Molenbeek est condamné à un an avec sursis pour avoir protesté à haute voix contre l'intervention de la gendarmerie dans sa commune. Ce nouveau délit s'appelle "incitation à l'émeute". La même peine peut s'appliquer demain à un syndicaliste au piquet qui proteste contre les charges de la gendarmerie.

La lutte antiraciste doit continuer sans relâche, dans l'intérêt de l'unité des travailleurs. En mobilisant syndicalistes et travailleurs pour la manifestation pour les Droits égaux du 24 mars, on renforcera la force de frappe du monde ouvrier contre les plans gouvernementaux.

Euro-superpuissance, non merci !

L'Europe unie est indispensable au capital européen dans sa guerre contre le Japon et les Etats-Unis. Le mouvement social menace ce projet stratégique. Dehaene panique : «Nous devons de toute façon diminuer notre dette publique.» (De Morgen, 21 décembre 1995) Les socialistes volent à son secours pour faire rêver à une Europe plus sociale. Avant 1991, le socialiste Cecchini prédisait la création de six millions d'emplois grâce au marché unique. En 1993, dans son livre blanc, le socialiste Delors promettait 13 millions d'emplois. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à défendre cette Europe. Pour gagner la guerre de concurrence, l'Europe doit liquider les acquis sociaux. La lutte en France a dévoilé que la catastrophe sociale est organisée selon un plan unique européen. Nous avons la possibilité de porter un coup fatal à cette machine de guerre antisociale. Organisons la solidarité par delà les frontières.

L'alternative du PTB

Semaine de 32 h = 300.000 emplois
avec embauche obligatoire et sans perte de salaire

Impôt annuel de 2% sur les fortunes = 100 milliards/an
au-dessus de 20 millions

Taxer les revenus du capital comme ceux du travail = 200 milliards/an
Impôts plus élevés pour les hauts revenus

Impôt effectif de 40% sur les bénéfices des entreprises = 150 milliards/an

Moins d'intérêts aux banques = 50 milliards/an
Réduction de 2% du taux d'intérêt sur 2.500 milliards de dette publique détenue par les banques

Contre la fraude et la fuite de capitaux
Cadastre des fortunes, actions et obligations nominatives, levée du secret bancaire, nationalisation des banques

Rapport annuel : = 500 milliards

SNCB : récupérer les activités confiées au privé

Interview de Michel Grovonius, secrétaire régional CGSP-cheminots de Namur

Fils de mineur, père de cinq enfants, Michel Grovonius est à 47 ans l'enfant terrible de la CGSP-Cheminots. C'est un homme de terrain, un homme de toutes les actions, toujours parmi les cheminots et les autres travailleurs, comme à la manifestation du personnel de Sabena. Il rêve de visiter Cuba et lit le journal du Che. Il me reçoit chez lui, simplement et cordialement.

Thierry Warmoes

ner ce projet ?

Faut-il négocier le plan Schouppe ou le rejeter ?

Michel Grovonius. Nous sommes d'accord de négocier, mais pas sur base du plan actuel. Il faut au moins des a priori acceptables. Le statut du personnel n'est pas négociable. Le statut actuel du cheminot doit être maintenu pour les cheminots de demain. Nous n'accepterons pas les propositions de la direction concernant la flexibilité, la mobilité accrue, la remise en cause de l'ancienneté, les barèmes, les mutations et les promotions. Tout ce qui touche aux business units et aux gares-régions n'est pas négociable non plus. Ces réformes préparent la privatisation et remettent en cause le statut. Si les régions reçoivent des objectifs financiers, elle vont presser le personnel comme un citron et sous-traiter au privé. Nous sommes pour l'unité de l'entreprise et du statut.

Concernant l'emploi, la direction a fixé l'objectif de 33.000 cheminots en 2005. Nous disons : il faut faire une analyse sérieuse des activités actuelles et futures des chemins de fer, et à partir de là, déterminer l'emploi - statutaire - nécessaire. Nous nous opposons aux restructurations annoncées et défendons le maintien de toutes les activités actuelles à la SNCB. Nous exigeons aussi la reprise au privé de certaines activités, comme l'entretien des voies. Les gens du privé ne connaissent pas le métier; nos cheminots sont obligés de passer après eux pour corriger leurs erreurs. Et pour reprendre ces activités, le personnel actuel ne suffit pas : il faut engager de nouveaux poseurs de voies.

Nous ne pouvons malheureusement pas éviter certaines restructurations liées aux technologies nouvelles, comme les nouvelles cabines de signalisation (EBP-PLP). Elles entraîneront la perte d'environ 700 postes de signaleurs. Il est absolument nécessaire d'octroyer une formation professionnelle sérieuse et adaptée pour que ces signaleurs puissent travailler comme opérateur de nouvelles cabines, ou être reclassés comme agents de mouvement.

Il faut aussi être attentif au volet rémunératif. 5 % de réduction salariale, c'est imbuvable pour nous.

Le service intérieur fait les frais du TGV. Ne faut-il pas abandon-

Michel Grovonius. Je ne suis pas contre le TGV, mais à condition qu'il y ait des moyens financiers disponibles. Ceux-ci ne peuvent provenir ni du réseau intérieur, ni du personnel. Il faut trouver un financement alternatif, un "fonds du TGV" par exemple, en faisant appel à des capitaux privés ou publics, mais sans privatisations. Un peu comme le fonds des routes qui a servi à construire les autoroutes. Sans cet argent supplémentaire, pas de TGV, ça va de soi. Le réseau intérieur se dégingue. Des lignes, des trains, des gares risquent d'être encore supprimés. Il faut donner la priorité aux lignes intérieures. Et c'est au gouvernement d'investir. Après tout, c'est notre argent, nos contributions dont il s'agit. Qu'on l'utilise pour offrir aux usagers un véritable service public.

«La SNCB a assez payé aux banquiers. Annulons la dette»

Michel Grovonius. Le ministre Daerden fait des propositions intéressantes. Il veut relever de 16 à 23 milliards la contribution de l'Etat au réseau intérieur. Mais c'est insuffisant. Même si on règle le financement du réseau intérieur et du TGV, il reste le déficit structurel du compte d'exploitation (70 milliards). C'est l'Etat qui est responsable de ce déficit, car il a diminué sa contribution à la SNCB, sans même indexer le montant attribué. L'Etat devrait éponger la dette de la SNCB, comme ça s'est fait dans d'autres pays.

Il faut chercher l'argent là où il se trouve : chez les banquiers et les compagnies d'assurances. Ils sont plus qu'assez riches. Le succès de l'emprunt d'Etat Philippe XVII le prouve. Et c'est nous, la SNCB, qui les payons. Pourquoi ne pas annuler la dette de la SNCB auprès des banques ?

La CGSP est pour une diminution du temps de travail. Sous quelles conditions ?

Michel Grovonius. Soyons clair, pour nous ça doit être une réduction généralisée, pour tous les agents et par journée entière. Et sans diminution de salaire. Nous pensons aux 34 heures par semaine. Cela permettrait de maintenir l'emploi de plusieurs milliers de gens excédentaires qui



Michel Grovonius : «Il faut chercher l'argent là où il se trouve : chez les banquiers et les compagnies d'assurances. Pourquoi ne pas annuler la dette de la SNCB auprès des banques ?»

risquent d'être mis en disponibilité. Et on pourrait aussi recruter des conducteurs, des chefs-gardes ou des techniciens. Disons qu'il faut 3.000 à 4.000 emplois en plus. Mais pas question d'engager des intérimaires, nous ne voulons que des emplois statutaires !

La direction ne demandera-t-elle pas une augmentation de la productivité en échange de la réduction du temps de travail ?

Michel Grovonius. L'augmentation de la productivité, nous l'avons déjà donnée : sur une dizaine d'années, nous avons

perdu plus de 20.000 emplois. Malgré ça, la SNCB continue à tourner. De moins en moins bien malheureusement.

Après l'adoption du plan Schouppe-Damar par le conseil d'administration de la SNCB, les cheminots ont démarré un large mouvement de grève. Les syndicats sont-ils dépassés par la base ?

Michel Grovonius. Non. Je n'ai pas été surpris par ce mouvement, seulement par son ampleur. A Namur, nous sommes sur le terrain depuis septembre. Nous expliquons l'enjeu du combat. Les

actions spontanées montrent que les gens ont bien compris. Elles sont le résultat de notre travail.

Pourquoi avoir arrêté le mouvement ?

Michel Grovonius. Notre stratégie était de faire entrer l'intersectorielle dans le combat et de mener les actions en front commun. Si nous voulons gagner, nous devons mener un combat commun. La stratégie du gouvernement est de casser d'abord le noyau dur des cheminots. C'est pour ça qu'il n'a pas encore sorti le dossier des pensions. Il veut empêcher la mobilisation des autres secteurs. Nous n'avons donc pas mis le frein pour arrêter la lutte, mais pour être bien prêts début janvier. Il fallait éviter que les cheminots s'essoufflent avant d'être rejoints par les autres secteurs.

Le plan Schouppe a été mis au vote par le PS Damar. Les mandataires PS du conseil d'administration l'ont approuvé. Le gouvernement PS-PSC privatise à fond. Faites-vous encore confiance au PS ?

Michel Grovonius. Il est vrai que bon nombre de responsables du PS sont loin des réalités du terrain et ont une approche de technocrates, de gestionnaires de notre société capitaliste. Ils ne se fixent plus l'objectif de changer la société. Mais il reste au PS d'une part des travailleurs à la base et d'autre part des responsables sincères qui ont une approche humaniste des problèmes sociaux, quoiqu'ils ne déterminent pas la politique actuelle. Je pense que malgré tout le PS est encore une tribune, même si parfois des syndicalistes s'y font siffler. Ceci dit, le PS n'est certainement plus le relais politique privilégié des syndicats.

Un cheminot du Nord ou du Sud, c'est pareil

Michel Grovonius. Mon militantisme date d'une grève aux Glaceries de Moustier en 1970. Nous avons fait grève contre le licenciement d'un noyau d'ouvriers combattifs dont deux prêtres ouvriers. C'est alors que j'ai adhéré au Parti Communiste. Malgré l'accord intervenu après la grève, j'ai quand-même été licencié. J'ai été engagé à la SNCB comme poseur de voie, comme simple ouvrier. Dans le temps, on se déshabillait dans des caves à charbon, on se lavait dans un seau d'eau.

Il y a des cheminots qui disent : "les Flamands à la SNCB veulent fermer les lignes wallonnes". Qu'en pensez-vous ?

Michel Grovonius. Johan Van Hecke a proposé à la Région flamande d'investir à la SNCB

dans le but inavoué de régionaliser l'entreprise. Je suis absolument opposé à cette idée. L'entreprise doit rester nationale, mais les investissements doivent être rééquilibrés. Actuellement, la politique d'investissements est favorable à la Flandre. Ils ont le meilleur matériel, le plus récent. Le budget des ateliers est mal réparti. Le TGV sur site existant permet à la Flandre de moderniser son réseau intérieur, alors que nous parvenons à peine à entretenir notre infrastructure du réseau intérieur. Autant d'éléments qu'il est nécessaire d'aborder en toute franchise et en toute camaraderie en syndicalistes responsables. Je suis et resterai un ardent défenseur de l'unité des travailleurs. Pour moi, un cheminot c'est un cheminot, qu'il soit du Nord ou du Sud.

Rail : grève immédiate pour le retrait total du plan !

Négocier un volet social, c'est faire payer les cheminots !

Le ministre Daerden (PS) réussira-t-il à négocier un volet social avec les dirigeants nationaux des syndicats ? C'est sa tactique pour faire digérer le plan de restructuration par les cheminots. Les négociations vont bon train. Mais les cheminots peuvent encore empêcher leurs dirigeants de tomber dans ce piège...

Guy Durail

Volet social ou retrait du plan? Le 23 décembre, l'éditorialiste du journal bourgeois "l'Echo" donnait ses ordres : éviter à tous prix une nouvelle grève des cheminots! La bourgeoisie sait en effet qu'ils peuvent être la locomotive d'un mouvement plus large qui serait dirigé contre l'austérité du gouver-

nement, notamment pendant la réforme de la Sécurité sociale. Ce message avait déjà été compris par Busquin et d'autres dirigeants PS-SP qui ont pesé de tout leur poids pour amener les dirigeants syndicaux à la table de négociation. Le directeur Schouppe, lui, donne deux arguments pour forcer la négociation. Premièrement, être les premiers pour bénéficier de la



manne de Belgacom. Deuxièmement il faut conclure avant le contrôle budgétaire du gouvernement à la mi-février qui devrait à nouveau chercher 100 milliards d'économies!

Visiblement, ces pressions ont amené les dirigeants syndicaux à accepter de négocier un volet social accompagnant le plan de restructuration puisque quatre jours de négociations sont déjà prévus (16, 17, 22, 24 janvier). D'ailleurs, le gouvernement ne décidera pas le 19, mais fin janvier ou mi-février au plus tard. En tous cas, on voit maintenant que l'arrêt de la grève n'avait pas pour but d'attendre les autres services publics en janvier : on y est, alors pourquoi ne pas lancer maintenant le mot d'ordre de grève pour la sauvegarde des services publics et de l'emploi? Jamais les dirigeants nationaux n'ont exigé le retrait total du plan parce qu'ils ne veulent pas remettre en cause le capitalisme. Il se

retranchent derrière le pessimisme sur leur base, qui n'aurait plus d'après eux les moyens de lutter! Mais comment expliquent-ils les trois semaines de grève en France? Les luttes de longues durées dans des entreprises du privé? Si les cheminots voient une perspective méritant de se battre, ils se battront car le plan de restructuration les touchera 10 fois plus qu'une grève de longue durée.

On ne peut plus admettre une seule perte d'emploi !

Le contenu actuel des négociations (voir encadré) montre le piège de la négociation : la diminution de l'emploi jusqu'à 33.000 agents est jugée inévitable par les négociateurs. Peut-être relèvera-t-on ce chiffre à 33.500 ou 34.000, pour faire un geste ! Voilà ce qui arrive quand on

accepte la logique capitaliste. Une partie des dirigeants syndicaux sont prisonniers de cette logique. Les syndicalistes de gauche doivent mettre les cheminots en garde quant au danger de partir en pré-pension au moment où le gouvernement prépare une attaque contre les pensions des services publics. Et revendiquer le maintien de tous les emplois pour la sauvegarde du service public; sinon, celui-ci sera une nouvelle fois réduit. Tous les cheminots ont de la famille au chômage, il faut se battre pour maintenir chaque emploi et ainsi offrir un avenir à autant de jeunes ! La base et les syndicalistes combattifs doivent maintenant s'organiser pour mettre fin à la négociation du volet social et étendre la lutte contre l'austérité du gouvernement.

- Organiser ou réclamer partout des assemblées générales et proposer le vote sur le retrait total du plan de restructuration et la reprise des actions.

- La base peut envoyer des lettres et des pétitions, téléphoner aux dirigeants nationaux pour exiger la fin de la négociation du volet social.

- Reprendre la grève jusqu'au retrait total du plan de restructuration.

- Nouer des liens entre régions et intersyndicaux pour empêcher la division.

Rencontre entre cheminots de diverses régions :

A Charleroi, 21 rue Zénobe Gramme. A 19h30, ce jeudi 11 janvier.

Les points déjà négociés :

Diminution du cadre à 33.000 agents.

Pension d'office à 60 ans (article 7 des statuts).

Suppression de 4 jours de congé familiaux payés.

Prime de fin d'année payée

l'année suivante et sur base de trois critères (jours prestés, mérite, résultats de l'entreprise).

Suppression des agents temporaires.

Prépension à 52 ans.

Primes payées tous les trois

mois.

Gares régions.

Business-units rebaptisées

CAA (centres d'activités autonomes).

En contrepartie:

Montage financier pour investissement TGV et intérieur ainsi que pour un fond de modernisation (95 milliards). Les

fonds viennent de l'Etat, du privé et de la SNCB.

La mutuelle reste, l'Etat paie les frais de fonctionnement.

On veut une délégation et l'arrêt de la flexibilité !

Les 19 travailleurs d'Intermarché-Morlanwelz occupent leur magasin

Eric, Armel et Michel

Des centaines d'heures supplémentaires prestées sans récupération, le temps partiel imposé illégalement en "horaire coupé", l'obligation de vendre de la marchandise périmée : les 19 travailleurs d'Intermarché-Morlanwelz (Hainaut) en avaient plus qu'assez !

Les huit employés à temps plein et les onze à temps partiel n'ont donc pas hésité à passer le réveillon de Nouvel An dans leur magasin occupé. Tout d'abord, pour obtenir une délégation syndicale avec protection juridique. Sinon, comment pourrait-on dénoncer et combattre les conditions de travail inhumaines imposées par le couple de gérants Salme et la chaîne de distribution française Intermarché?

En effet, que n'a-t-on pas vu dans ce magasin? Le licenciement et le remplacement progressif de la plupart des travailleurs occupés à plein temps par des temps partiels. Les temps partiels sont obligés de travailler en «horaire coupé», ce



Roger Meuter, permanent CNE, s'adresse aux occupants à la manifestation de solidarité, le 3 janvier. Un oeil poché, quelques points de suture, la lèvre déchirée... suite à une agression mardi soir, conséquence de son action syndicale à Intermarché.

qui est illégal : de 6 h 30 à 9 h le matin et de 15 à 19 h le soir. Alors qu'ils ont un contrat de cinq jours, ils sont obligés d'en travailler six, voire sept pendant la période des fêtes. Le boucher a plus de 300

heures sup à récupérer. Pour que les uns puissent récupérer quelques heures supplémentaires, les autres sont obligés d'en faire. Et voici comment Intermarché honore ses clients. Il y a quelques

mois, le service d'inspection hygiénique avait fait retirer de la marchandise périmée. L'inspection partie, le personnel fut obligé de la remettre en place dans les rayons.

Des patrons qui retournent au 19ème siècle

Le gérant a complété le règlement du travail par une annexe en 17 points, puisés dans les recueils patronaux du 19ème siècle : «Vous serez surveillé de très près, car si abus il y a eu, des contrôles seront mis en place». Et encore : «Arrêtez de salir l'image de marque du point de vente dans lequel vous travaillez. Quand on travaille dans une entreprise, on montre aux clients sa belle face... ou alors on va travailler ailleurs» !

Se prévalant de leur statut de «commerce de détail indépendant» avec moins de vingt membres de personnel, les gérants acceptent finalement - après une semaine de grève - un délégué

«sans protection juridique». Autant dire que son C4 sera prêt, le jour de son entrée en fonction ! Faut-il d'autres preuves de la volonté du gérant d'exploiter sans limite et sans contrôle ses travailleurs?

Après une semaine de grève, dénoncés dans toute la région, les gérants ont démissionné et mettent en vente leur fond de commerce. C'est la structure commune des directeurs Intermarché de Belgique qui reprend la gestion. Les travailleurs ont remis toutes leurs revendications sur la table de la nouvelle direction !

Jeudi, le tribunal de première instance a interdit l'occupation et toute entrave de l'entrée du magasin, menaçant chaque gréviste d'une astreinte de 10.000 F par jour. A la grande indignation des grévistes, un huissier et plusieurs policiers ont fait évacuer le magasin. Mais les travailleurs ne cèdent pas. Dès la semaine prochaine, plusieurs autres Intermarché se mettront en grève. Celui de Courcelles avait déjà arrêté le travail depuis plusieurs jours.

FGTB-métallos : formation sur la sous-traitance

Joris Van Gorp et Thomas Gounet

La CMB (centrale FGTB des métallos) organise du 22 au 24 janvier à Blankenberge une formation syndicale sur la sous-traitance dans le secteur automobile.

Il s'agit d'un aspect essentiel de la stratégie des constructeurs automobiles. Quels sont les objectifs des patrons ? Quelles seront les conséquences pour les ouvriers ? Un dossier de la commission automobile du PTB.

«L'usine de montage de Ford à Genk emploie 12.567 personnes. L'année dernière, chaque ouvrier a produit en moyenne 38 véhicules : 478.053 Mondeo et Transit au total. En comparaison, chaque ouvrier d'Opel Eisenach produit 59,3 véhicules par an, alors que celui de Toyota à Takaoka en produit 133,6 par an.» (1)

D'où proviennent ces différences entre Ford Genk, Opel Eisenach (en ex-RDA) et Toyota ? L'une des causes principales est la sous-traitance. Dans ce domaine, les entreprises occidentales accusent un grand retard par rapport à leurs concurrents japonais.

Eparpiller la main d'oeuvre pour miner le syndicat

Jusqu'au milieu des années 80, les entreprises occidentales du secteur automobile étaient approvisionnées par une multitude de fournisseurs, qui souvent ne leur livraient qu'une seule pièce. L'entreprise automobile assemblait elle-même pratiquement tous les composants du véhicule, avant de les monter sur la voiture. Un énorme contraste par rapport au Japon et à Toyota, où l'entreprise centrale est approvisionnée en pièces déjà préassemblées, via une pyramide d'entreprises sous-traitantes. Ce système permet de réduire énormément les coûts de production. Car dans ces entreprises sous-traitantes, les salaires sont de 30 à 40% inférieurs et les ouvriers y sont contraints à des conditions de travail

extrêmement flexibles. De cette façon, l'éparpillement de la production et de la main-d'oeuvre et la diversification des contrats de travail mine la combativité syndicale.

Les constructeurs occidentaux imitent les Japonais

Depuis la deuxième moitié des années 80, les entreprises occidentales ont tenté de rattraper le retard. Leur stratégie est basée sur deux grands axes : une sélection poussée des entreprises sous-traitantes et le rejet des activités de préassemblage vers la sous-traitance.

Premièrement, des normes de qualité en tout genre doivent garantir aux constructeurs la qualité requise et permettre une sélection sévère des sous-traitants. Une autre manière de limiter le nombre des sous-traitants consiste à forcer ceux-ci à réduire le prix de leurs composants. Par exemple, un fournisseur de composants électroniques qui travaillait pour General Motors (GM) a vu son prix unitaire baisser de 30 à 15 dollars en un an. Cela ne suffisait pas encore à GM qui a annoncé qu'il pouvait s'approvisionner en Asie au prix de 9 dollars par pièce. En ponctionnant de cette manière ses sous-traitants, GM a réalisé au niveau mondial une économie de 120 milliards en 1993 (2). Seuls les sous-traitants qui rationalisent la production de manière drastique et poussent l'exploitation des

travailleurs à l'extrême sont en mesure de répondre à toutes les exigences des constructeurs.

Deuxièmement, les grandes entreprises automobiles fractionnent de plus en plus le processus de production. Elles établissent une distinction nette entre le montage des composants sur la voiture et l'assemblage de ces pièces à partir d'autres composants. C'est cette dernière activité qu'elles veulent confier à des sous-traitants. La sellerie est un exemple frappant. Dans le passé, l'entreprise automobile achetait le tissu ou le fil et les autres pièces. Les sièges étaient alors fabriqués à l'usine d'assemblage même, puis montés dans la voiture. Aujourd'hui, quatre des cinq constructeurs en Belgique font livrer les sièges tout faits par Johnson Controls (ou une de ses filiales).

Une production de plus en plus fractionnée

La direction de Volkswagen se vante d'avoir réduit de moitié le coût de production en la confiant à cette entreprise. La raison en est claire: les travailleurs de Johnson Controls appartiennent au secteur textile où les salaires sont de 100 à 150 francs inférieurs à ceux du secteur automobile. A terme, les patrons veulent confier un maximum d'activités de préassemblage (tableaux de bord, portières...) à des entreprises sous-traitantes. Cette stratégie nécessite une restructura-

tion complète du secteur de l'approvisionnement. Ainsi, les composants électroniques destinés au tableau de bord ne seront plus livrés à l'entreprise automobile actuelle, mais au sous-traitant spécialisé qui fabriquera le tableau de bord complet et le livrera en just-in-time au producteur automobile.

Des milliers d'emplois menacés

Fin 1994, la direction du groupe VW a annoncé un plan de restructuration à l'échelle mondiale. Pour l'an 2000, le volume total de l'emploi doit passer de 244.000 à 150.000 personnes. Le principal levier de cette restructuration est la généralisation de la sous-traitance. Ces entreprises de sous-traitance doivent s'installer dans le voisinage immédiat des usines d'assemblage, sur les terrains de celles-ci voire dans les mêmes locaux. Pour VW Forest, cela doit se traduire par une réduction du personnel de 5.800 à 3.000 unités (3). Les 2.800 travailleurs de VW qui perdront leur emploi peuvent toujours solliciter chez la sous-traitance, mais pour un salaire réduit.

Pour sa part, Heller, le directeur de Ford Genk (12.567 salariés), raconte que, grâce à la sous-traitance, 1.000 nouveaux emplois seront créés dans le Limbourg (4). Mais il omet de dire combien d'emplois disparaîtront chez Ford même. Si l'on applique les chiffres

La sous-traitance et le salaire et l'emploi



Un confort qui sera inaccessible aux travailleurs produisant ces voitures puisque la stratégie de la sous-traitance vise à réduire radicalement leurs salaires.

d'Eisenach (59,3 voitures par travailleur par an) à Ford Genk, cela signifie que la production actuelle de 480.000 voitures sera réalisée par 8.053 travailleurs. Dans cette hypothèse, 4.514 emplois sont menacés. Dont 1.000 pourront peut-être trouver un travail au rabais dans la sous-traitance. Une bagatelle !

Mais l'application des normes de Toyota (133,6 voitures par travailleur par an) laisserait des traces plus dramatiques encore : 3.574 travailleurs seulement resteraient dans l'usine d'assemblage; ils seraient occupés

en général dix heures par jour, samedi y compris. A terme, 9.000 emplois sont donc menacés à Genk. On peut croire ces chiffres exagérés, mais c'est là où les patrons veulent entraîner les travailleurs de l'automobile et leurs syndicats. Car c'est Toyota l'entreprise la plus rentable du secteur. C'est elle qui forme le modèle auquel se réfèrent tous les patrons du secteur.

1. Knack, 30 août 1995. 2. Business Week, 31 août 1994. 3. Le Soir, 7 décembre 1994. 4. Het Belang van Limburg, 20 novembre 1995.

Les patrons tentent d'impliquer les syndicats dans leur stratégie

Dans les années 40 et 50, il y avait au Japon des syndicats combattifs et forts. On ne comptait plus le nombre de grèves. Les capitalistes japonais ont alors décidé de mettre tout leur poids dans la balance pour renverser la situation, aidés en cela par les occupants américains. D'abord, ils ont licencié tous les communistes, puis tous les ouvriers combattifs. Enfin, ils ont brisé des grèves (qui duraient parfois des mois) : lock-out, soutien des banques, équipes

de gangsters. La voie était ainsi ouverte à des syndicats maisons, qui ouvraient toutes grandes les portes à la flexibilité, au teamwork et à la sous-traitance.

En Europe occidentale, les multinationales automobiles tentent d'atteindre les mêmes objectifs que les patrons japonais. La seule différence : elles ne cherchent pas la confrontation avec les syndicats mais leur collaboration. Ne parvenant pas à imposer de leur propre chef des cercles de

qualité, ils ont conclu des accords avec les dirigeants syndicaux pour l'introduction du management participatif dans certaines entreprises. Il est clair qu'aujourd'hui ils tentent de faire de même en ce qui concerne la sous-traitance. Non sans succès du reste. Pour imposer leur stratégie, les patrons sollicitent également le gouvernement flamand. Et pour l'obtenir, ils tentent de rallier à eux les dirigeants syndicaux.

En mai 1995, la Commis-

sion métallurgie du Conseil économique et social de la Flandre a fourni un projet de recommandation "à propos de la sous-traitance aux cinq grandes usines d'assemblage automobile en Belgique". Cette recommandation fixe comme «objectif : la présence d'un réseau bien développé de sous-traitants de qualité dans le voisinage des grands constructeurs». Pour permettre la réalisation d'un tel réseau, les autorités "flamandes" doivent réaliser ce qui suit :

"Une politique de formation de réseau", "Une politique en vue de l'accroissement de la qualité", "Favoriser la coopération sur le plan de la recherche scientifique", "Favoriser l'échange de technologie et la consultation technologique", "Soutien financier", "Aide au renforcement de la structure financière des entreprises de sous-traitance", "Attirer les investissements étrangers sur le plan des sous-traitants" et "Mesures sur le plan de la formation profes-

sionnelle". Bref, toutes choses qui rencontrent la stratégie patronale des usines d'assemblage en matière de sous-traitance. La recommandation reprend aussi le point de départ patronal : «La Commission sectorielle est d'avis qu'un tel réseau d'usines d'assemblage peut offrir un avantage compétitif complémentaire lorsque l'entreprise mère doit procéder à un choix d'investissement entre les diverses filiales dans les différents pays européens».

ance menace l'emploi, a combativité syndicale



Proscrire et abolir la sous-traitance

La flexibilité aussi, c'était "inévitable". Mais à présent...

Du 22 au 24 janvier, à l'initiative de la centrale métallurgique de la FGTB, 113 syndicalistes et permanents syndicaux des cinq grandes entreprises d'assemblage et de 73 entreprises de sous-traitance se pencheront sur la question de la sous-traitance. Les délégués et les militants des constructeurs sont très perplexes. Ils voient dans la sous-traitance une menace pour l'emploi, les salaires et la résistance syndicale. La mise en sous-traitance de la sellerie a déjà entraîné une certaine opposition syndicale. Il faut maintenant transformer cette opposition en un rejet de principe de la sous-traitance. Sinon, on risque d'assister au même scénario que celui de la flexibilité, qui, une fois introduite, s'est généralisée partout.

Lorsqu'il y a une dizaine d'années les patrons ont lancé leur offensive sur ce terrain, il y avait dans les syndicats des gens pour prétendre : «De toute façon, nous ne pouvons pas empêcher la flexibilité. Négo-

cions donc pour que cela se fasse d'une manière humaine et en échange d'une réduction du temps de travail». Aujourd'hui, on voit où a conduit ce point de vue : allongement de la journée de travail, travail du week-end et travail de nuit.

Il y a quelques années, la même chose s'est produite avec le teamwork et le management participatif. Avec comme conséquence que certaines entreprises automobiles se sont transformées en véritables camps de concentration. Les récits des travailleurs de l'automobile qui racontent leurs conditions de travail, récits dans ce journal ces dernières semaines, ont étonné plus d'un lecteur. De ces exemples découle une leçon importante. Quelle que soit son intention, celui qui estime que la stratégie patronale est inévitable et qui se contente de quelques "accompagnements sociaux" livre les travailleurs à la plus grave des exploitations. Il n'y a pas d'autre moyen que de rejeter et de

combattre vigoureusement la stratégie patronale. Voici le programme de revendications que le PTB soutient pour l'ensemble du secteur automobile :

1. Maintien des 75.000 emplois du secteur*.
2. Halte à toute sous-traitance.
3. Réintégration, dans les entreprises d'assemblage initiales, du travail confié à la sous-traitance. Non au fractionnement qui mine toute capacité de résistance syndicale. Reprise par les usines d'assemblage du personnel des entreprises sous-traitance actuelles, aux mêmes conditions que les ouvriers automobiles.
4. Abaissement draconien et immédiat du rythme de 15 %, associé à de nouvelles embauches. Pas de stress dans l'usine. Pausas collectives.
5. Non au management participatif et aux accords de coopération entre patron et syndicats. Non au teamwork.
6. Non à toutes les formes de flexibilité. Retour à la journée de 8 heures. Non à la

semaine de travail flexible. Pas de travail du samedi et de nuit.

7. Augmentation des salaires.
8. Pas de contrats temporaires. Pas de travail intérimaire. Mais des contrats fixes de durée indéterminée pour tous.
9. Pour résoudre le chômage élevé dans la société, provoqué par la soif de profit du capital : introduction immédiate de la semaine de 32 heures, sous la forme de 4 journées de 8 heures, avec maintien du salaire et engagements compensatoires et sans augmentation de la flexibilité.
10. Pas de discrimination ni de racisme à l'usine.

* Fin 1993, 55.000 personnes travaillaient dans le secteur automobile, dont 35.000 chez les cinq grands constructeurs. En outre, en 1991, 180 entreprises de sous-traitance employaient 82.000 personnes. Un quart de ces emplois concernaient le secteur automobile (soit 20.000).
Source: Document de travail FGFB "Le secteur de la sous-traitance comme composante de l'industrie automobile", juillet 1994.

Le grand exemple européen : Fiat Melfi

Lorsque la direction de Volkswagen a précisé où elle voulait en venir en matière de sous-traitance, elle a donné l'exemple de l'usine de Fiat à Melfi, dans le sud de l'Italie. Dans cette nouvelle entreprise, 7.000 travailleurs doivent produire annuellement 450.000 voitures. On les appelle déjà les "Japonais de Fiat". Leur productivité s'établit à 54,5 voitures par homme par an. En bordure de l'usine, Fiat dispose d'un terrain industriel de 700.000 mètres carrés où sont installés 21 sous-traitants. 42% des activités de production sont réalisées par ces sous-traitants, qui doivent livrer leurs produits directement sur la chaîne au moment précis où

celle-ci en a besoin. Récemment, GM Anvers a fait un premier pas dans cette direction en créant le "SILS-centrum", à proximité de l'entreprise. Objectif : à terme, exécuter dans ce parc toutes les activités de préassemblage. En ce moment, une centaine de travailleurs y sont occupés, mais tout le monde craint que ce chiffre passe très rapidement à 1.000. Aussi, les ouvriers de GM qui assemblent les portes, les tableaux de bord, etc., craignent de voir leur poste être transféré à la sous-traitance. Mais à un salaire moindre : les travailleurs du "SILS-centrum" sont payés comme un ouvrier magasinier, soit 25% de moins qu'à GM.

Des patrons à une formation syndicale : pourquoi donc ?

On est frappé par le fait que les patrons vont occuper une place importante à la tribune de Blankenberge. Outre quelques patrons des entreprises de sous-traitance, la parole sera donnée à : Ackermans (VW Forest), Valvekens (GM Anvers), Heller (Ford Genk) et Dewulf (Volvo Gand). Les directeurs de quatre des cinq grandes usines automobiles belges peuvent ainsi prendre la parole dans ce qui peut être considéré comme un bastion de gauche de la formation syndicale. Quatre représentants patronaux pourront expliquer comment ils veulent accentuer l'exploitation des ouvriers. D'un autre côté, certaines franges de la direction de la CSC invitent aussi des orateurs patronaux à des formations syndicales. La centrale métallurgique

limbourgeoise de la CSC a invité Heller (le patron de Ford Genk) à une formation sur le "teamwork". Le 9 octobre 1995, la centrale métallurgique du Brabant de la CSC a invité Ackermans (le patron de VW) à donner son point de vue sur l'Europe. Naturellement, il faut des discussions entre syndicalistes sur un thème comme la sous-traitance. Mais cela doit se dérouler sans patrons ! Chaque syndicaliste connaît du reste par coeur les arguments patronaux. Chaque jour, il les entend à de multiples reprises. Les syndicalistes ont surtout besoin de contre-arguments, d'une vision et d'une attitude syndicale globale opposée à la sous-traitance, d'un échange d'expériences pour la lutte. C'est à cela qu'ils doivent consacrer chaque minute.



Le médiateur social renforce la position de Godfroid

Le plan d'entreprise de la Sabena est un piège pour les syndicats

Entre Noël et Nouvel An, Dehaene et Miet Smet n'ont pas chômé. Avec Godfroid, patron de la Sabena, ils ont élaboré le plan du médiateur social Leemans. L'exemple des luttes françaises empêche ces excellences de dormir...

Lucien Materne

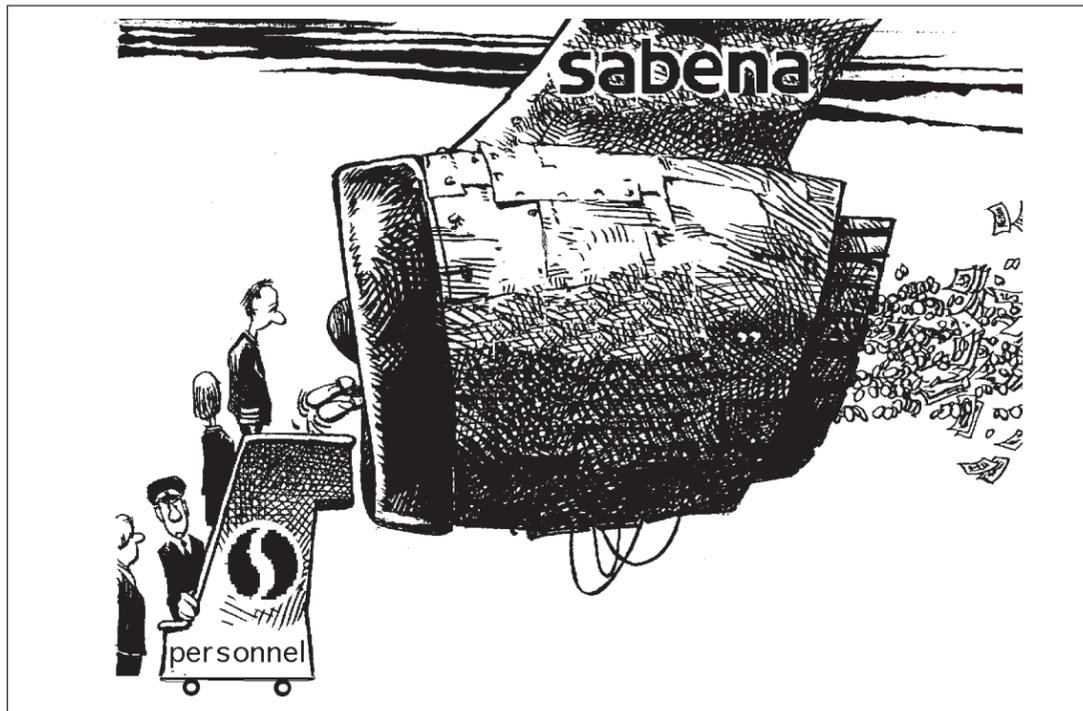
Le Soir a évoqué le 5 janvier le travail discret du premier ministre et de la ministre de l'Emploi et du Travail (1). Les déclarations du ministre PS André Flahaut et du président du SP Louis Tobback exigeant le départ de Godfroid n'ont servi qu'à tromper les syndicats. Leur premier souci : éviter un mouvement de lutte généralisé dans les services publics. Le médiateur social Leemans part d'un point de vue qui ne diffère en rien de celui de la direction : «Les deux parties doivent s'engager clairement à réaliser les objectifs du plan d'entreprise : atteindre une croissance rentable en développant l'emploi; renforcer la compétitivité de la société en s'adaptant continuellement à la situation du marché». (1)

Le président Godfroid a immédiatement approuvé les propositions du médiateur Leemans et de la ministre Smet. Il y voit l'engagement de toutes les parties concernées à «fixer des mesures qui permettront de réaliser le plan

d'entreprise et donc de rétablir la rentabilité de la société dans un contexte de concurrence énorme au niveau mondial». (1) La satisfaction de Godfroid s'explique aisément : il y voit l'occasion d'imposer ses plans et d'éviter de nouvelles grèves. Sans aucun doute, il se félicite de l'intervention du gouvernement et du médiateur, qui ont su affaiblir la position de force que les syndicats étaient parvenus à développer.

Cogestion style Lufthansa

La proposition vise à entraîner les syndicats vers le modèle allemand. Godfroid a récemment cité à plusieurs reprises la Lufthansa en exemple, affirmant qu'il souhaitait donner une place aux syndicats dans le conseil d'administration. Comme à la Lufthansa, où les syndicats manifestent, selon Godfroid, beaucoup de compréhension pour les problèmes de l'entreprise privatisée. Depuis 1992, la Lufthansa a supprimé plus de 11.000 emplois



et diminué les salaires de 10 %, avec le consentement des syndicats. (2) Rolf-Dieter Grass, membre de la direction de la Lufthansa, expliquait récemment à Bruxelles, comment les responsables syndicaux collaborent dans l'entreprise. Godfroid en a tiré des leçons utiles : «Ils sont très attentifs, mais les discussions aident à la compréhension. L'information circule bien et il n'y a pas d'antagonismes. Cela nous fut très précieux pour convaincre les syndicats. Tout se règle par "codétermination" : on décide ensemble». (2)

Accepter la proposition du médiateur Leemans signifie accepter le Business Plan de la Sabena comme base de discussion. Les responsables syndicaux risquent ainsi d'être mouillés dans l'élaboration de plans d'économie alternatifs pour «sauver la Sabena». Présenteront-ils dans quelques semaines leur propre plan d'austérité, «parce qu'il n'y a pas d'autre issue»? Lorsque Godfroid révélait en mai-juin 1995 les premiers éléments de son Business Plan, comprenant la fusion avec Swissair, il était déjà clair qu'il conduirait à des mesures

sévères en matière de salaires et de flexibilité. Le projet de convention collective présenté en novembre 1995 découlait logiquement de ce plan. Ce projet de convention veut réduire la charge salariale de 2,250 milliards de francs par an, ce qui représente en moyenne une perte de 200.000 francs par an par travailleur. Des travailleurs et syndicalistes de tous les syndicats tirent la même conclusion : «Ce projet du médiateur social ne nous apporte rien. Au contraire, il est sur la même longueur d'onde que Godfroid. C'est Godfroid qui gagne, il lie les syndicats à son plan. A présent, il se replie, pour frapper dans quelques semaines. Il fait un pas en arrière pour mieux bondir ensuite.»

4 propositions du PTB

Dans un tract du 5 janvier, le noyau PTB-Sabena appelle à rejeter les propositions du médiateur social. Il est illusoire de croire que l'étude et l'amendement du Business Plan pourraient amener la direction à formuler un nouveau projet. Le PTB formule 4 propositions.

1° Continuer à défendre inconditionnellement les revendications des travailleurs : aucune restriction salariale, pas d'atteintes à l'index ou aux augmentations barémiques, pas d'atteintes au salaire indirect en diminuant les cotisations sociales.

2° Pas de prolongation du temps de travail et pas d'extension de la flexibilité.

3° Non aux nouveaux projets de privatisation. Tous les départements doivent être maintenus comme faisant partie de la Sabena. Ce sont les privatisations qui ont inauguré toutes les restrictions depuis 1982. Travailler dans le sens de renationaliser ce qui a déjà été privatisé.

4° La crise signifie que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. L'issue ne peut être qu'un programme radical qui fait payer les riches, les grosses fortunes et le grand capital, y compris pour le financement de tous les services publics.

(1) Le Soir, 5 janvier 1996, p. 1. (2) Echo de la Bourse, 9 novembre 1995.

La proposition du médiateur

1. Le projet de CCT (convention) émanant de la direction de novembre 1995 est à considérer comme inexistant.
2. Toutes les conventions résiliées seront rétablies et appliquées pendant une période limitée (trois mois ?)
3. Le 9 janvier : signature de la CCT comprenant les propositions actuelles. L'ensemble du projet sera présenté à un groupe de travail (cinq travailleurs)

5. Le 22 janvier, les syndicats et la direction se concerteront sur les points de discussion.
6. Le 29 janvier, la discussion sur le plan Business et la nouvelle convention sera entamée.
7. La paix sociale doit être maintenue durant ce temps.
8. Il n'y aura pas de sanctions contre les grévistes.
9. D'autres points litigieux seront traités dans une commission de conciliation.

Actions contre le licenciement des temps partiels

Un tiers du personnel de nettoyage à la Sabena doit vivre de 25.000 francs par mois

Des 300 personnes employées par le service Cleaning à la Sabena, 22 contrats partiels ne seront plus renouvelés et 27 temps pleins retombent sur un temps partiel. Les travailleurs concernés ont reçu la nouvelle vendredi 22 décembre, à la veille de Noël. La mesure a provoqué quelques brefs arrêts de travail, lors desquels le personnel s'est rendu dans divers ateliers pour expliquer la situation. Entre-temps, les avions partaient sans avoir été nettoyés.

Les actions de grève du Cleaning

ont été bien suivies. Les contrats temporaires ont participé à l'action : «Nous n'avons plus rien à perdre». Suite aux nouvelles mesures de restriction, ces gens n'ont plus aucune chance de décrocher un jour un emploi à temps plein.

La direction a immédiatement pris des mesures pour briser la grève en faisant appel à des cadres et à des étudiants. Les grévistes ont dès lors interrompu leurs actions jusqu'au début du mois de janvier. A ce moment, ils évalueront la situation

avec les autres groupes du personnel.

«L'extension du trafic (plus de cinq millions de passagers en 1995, une augmentation de 17 %) nécessite en fait d'augmenter le personnel. Depuis 1991, la productivité de celui-ci a augmenté de 40 %. En augmentant le nombre des statuts précaires, Godfroid augmente le taux d'exploitation. Celui qui retombe d'un emploi à temps plein vers un temps partiel, se trouve du jour au lendemain avec un demi revenu. 35 % du

personnel de nettoyage doit nouer les bouts avec un salaire d'environ 25.000 francs par mois. Pour beaucoup d'entre eux c'est le seul revenu», nous confie un travailleur à la porte de l'entreprise.

La direction affirme que l'année prochaine le travail augmentera de 6 %. Mais elle souhaite résorber ce surplus en augmentant la flexibilité (contrats de trois heures pour les temps partiels et réduction des prestations pour les temps pleins), en diminuant la qualité, en transférant des tâches de nettoyage

aux pilotes et au personnel navigant et en repoussant toute nouvelle tâche pendant les périodes de pointe. Chaque section a reçu une «enveloppe» qui doit suffire à accomplir sa tâche. De cette façon, chaque service doit appliquer lui-même les mesures d'austérité budgétaire et de réduction du personnel.

La peur de la privatisation croît au Cleaning. A Zurich (Swissair), le Cleaning est passé aux mains de l'ISS, la plus grande multinationale de nettoyage du monde.

Le pétrole, raison du maintien de l'embargo sur l'Irak

Serge Wasterlain, conseiller communal PS à Courcelles, s'oppose à l'embargo

Le 17 janvier 1991, a été déclenchée la "première guerre de cent ans" contre l'Irak. Elle se poursuit par un embargo. 600.000 enfants de moins de cinq ans en sont morts. Un des plus grands crimes contre l'humanité. Serge Wasterlain, cheminot et conseiller communal PS, a fait partie de la délégation de la LAI en avril 95. Extraits du texte qu'il nous a fait parvenir*.

Le paragraphe 22 de la résolution 687 stipule que les sanctions seront levées dès que l'Irak aura satisfait aux exigences de désarmement et de contrôle à ce niveau. Depuis la fuite en Jordanie du gendre de Saddam Hussein, il est certain que l'Irak ne cache plus rien. Mais les Etats-Unis ne veulent pas entendre parler d'une levée des sanctions «tant que les droits de l'homme ne seront pas respectés». Ainsi, c'est pour le plus grand bien des Irakiens, pour leurs droits démocratiques, que l'on commence par en tuer un à deux millions, soit près de 10 % de leur population. Quel cynisme ! Ce fameux droit international — celui au nom duquel les forces coalisées ont déclenché la guerre du Golfe — les Etats-Unis et l'ONU ne seraient donc pas tenus de le respecter ! Eux qui ne respectent pas leur propre résolution, la résolution 687. L'embargo sur l'Irak n'a rien à voir avec le droit international et encore moins avec les droits de l'homme. La véritable raison du maintien de l'embargo, celle-là même qui provoqua l'intervention des forces coalisées dans le Golfe, c'est le pétrole, le contrôle des ressources pétrolières

et des revenus du pétrole. L'establishment international (les multinationales, les grandes compagnies pétrolières, les principales banques mondiales, etc.), qui contrôlent le grand marché mondial et la libre concurrence si chers à nos capitalistes et aux Etats-Unis, qui "guident" la politique de la plupart des états démocratiques, y compris le nôtre, ne pouvait laisser les ressources pétrolières de l'Irak et du Koweït cumulées dans de mêmes mains. Un tel Etat aurait renversé les rapports de force au sein de l'OPEP et aurait pu influencer à la hausse ou à la baisse le prix du brut. Inadmissible pour nos chers capitalistes qui craignent de voir leurs profits écornés. Si on ajoute la crainte qu'inspire encore la puissance militaire et économique de l'Irak à Israël et aux autres pays du Golfe, on a ici les principales raisons qui ont amené les forces coalisées à faire la guerre à l'Irak et à maintenir l'embargo.

Contrôle du pétrole

Pour l'establishment mondial, le contrôle des revenus du pétrole, est aussi important que le contrôle



Baidaa (dr.) et Zina (g.), deux petites filles d'un orphelinat de Bagdad, passeront leurs vacances en Belgique à l'invitation de SOS Enfants d'Irak. Ils participeront au camp de vacances des Pionniers, début août.

des ressources. Si la maîtrise des prix est capitale, le contrôle des flux financiers générés par le pétrole l'est tout autant. Paradoxalement, dans la situation complexe actuelle, si le prix du brut ne peut être trop élevé, il ne peut être trop bas non plus. Si les pétrodollars servent avant tout à l'enrichissement de quelques émirs, ils servent aussi à rembourser l'énorme dette des pays du Golfe. Une politique d'investissements de prestige et d'achats d'armes les a amenés à contracter une dette de plusieurs centaines de milliards de dollars. Piquant quand on sait que les

dirigeants de ces pays possèdent, souvent à titre personnel, une fortune estimée à 400 milliards de dollars, investis dans les banques et les industries européennes et américaines ! L'Arabie Saoudite est au bord de la faillite. Ce n'est donc pas un hasard si la plus grande partie du quota pétrolier irakien a été attribué à l'Arabie Saoudite. Lever l'embargo sur l'Irak, c'est non seulement diminuer la production des pétromonarchies du Golfe, mais aussi exercer une pression à la baisse sur le cours du brut. L'embargo sur l'Irak permet de maintenir leur

niveau de production et le prix du brut dans une fourchette acceptable. Ils peuvent ainsi rembourser leur dette, soutenir les profits des principales banques mondiales et l'économie capitaliste occidentale. C'est pour ces raisons humanitaires et politiques que je suis résolument pour la levée de l'embargo contre l'Irak.

* Faute de place, nous ne pouvons publier l'intégralité du texte. Un autre extrait a été publié dans Le Soir du 28 septembre 1995. Vous pouvez obtenir le texte complet en écrivant à la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

Cinq enfants irakiens en Belgique

En août prochain, des orphelins ambassadeurs nous confronteront à la terrible vérité

Luc Vancauwenberge

A son retour d'Irak en avril 1995, la délégation de la LAI voulait alléger quelque peu la souffrance des enfants irakiens en leur envoyant des médicaments, du lait en poudre mais surtout, en invitant quelques enfants à venir passer des vacances en Belgique. "SOS Enfants d'Irak" était né. En août 1996, Noor, Zina, Baidaa (10 ans), orphelines de Bagdad ainsi que Mohamed (13 ans) et Mohand (12 ans), deux garçons d'un orphelinat de Basorah, passeront leurs vacances en Belgique. Pourquoi inviter des enfants et pas envoyer des vivres et médicaments là-bas ? Les deux démarches sont complémentaires. L'envoi de médicaments, de lait en poudre, de matériel scolaire se poursuit. Mais la véritable solution, c'est la levée de l'embargo. Si la majorité des Belges n'exige pas cette levée, c'est en premier lieu par manque d'informations. Nos médias ca-

chent la vérité ou attribuent hypocritement la misère à Saddam Hussein. Noor, Zina, Baidaa, Mohamed, Mohand et leurs accompagnateurs seront les ambassadeurs des enfants irakiens. Ils nous confronteront à cette terrible vérité : l'Occident est en train de tuer des centaines de milliers d'enfants pour le pétrole ! Le succès du projet se mesurera au nombre de personnes touchées. Les invités irakiens participeront notamment au camp des Pionniers au début août. "SOS Enfants d'Irak" veut aussi encourager des contacts durables entre des gens d'ici et de là-bas, via un système de parrainage et de correspondance. Quelques enseignants ont aussi préparé un "coffret" contenant des dessins d'enfants irakiens, un montage dias, un jeu... pour utiliser dans les écoles.

La bataille pour les visas est engagée. Le gouvernement belge cautionne les crimes contre l'Irak

en envoyant notamment sa frégate dans le Golfe, mais n'apprécie guère les témoins du génocide. La bataille pour les fonds aussi. Le séjour des enfants coûtera près de 150.000 F, uniquement en tickets d'avions et frais administratifs.

Vous pouvez participer au projet en versant sur le compte du Fond de Soutien Tiers monde 001-0451780-30 avec la mention "SOS Enfants d'Irak". Les dons de 1.000 F et plus sont fiscalement déductibles. Une série d'activités

sont organisées pour faire connaître le projet et pour collecter des fonds. Il faut aussi mobiliser les médias, les associations, etc. Intéressé ? Contactez "SOS Enfants d'Irak", rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.53.86.

Délégation de la LAI en Irak

Pourquoi et comment ce petit pays du tiers monde résiste-t-il depuis cinq ans au nouvel ordre mondial ? Qu'en pensent ses dirigeants et sa population ? C'est le but du voyage organisé comme chaque année, par la Ligue Anti-impérialiste. L'objectif est de constater les effets de l'embargo et de témoigner notre solidarité. Au programme (élaborez avec les participants) : visite d'écoles, d'hôpitaux, de l'abri Almerya, etc. Rencontres

de responsables, de gens de la rue. Visite de sites archéologiques.

Condition pour participer : être membre de la LAI ou s'engager dans la solidarité avec l'Irak. Le nombre de places est limité. Inscription auprès de la LAI (rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles. Tel. 02/513 53 86) avant mi-février. Prix approximatif : 30.000 F. Le voyage se fera du 7 au 20 avril 96.

5 ans après la guerre

Conférence-débat (avec dias) avec Zohra Othman, avocate belge d'origine marocaine, observatrice internationale lors du référendum du 15 octobre dernier en Irak, et Alain Lejeune, vice-président de la Croix Rouge. Le 17 janvier à 20 h, Centre International, bd M. Lemonnier 171 à Bruxelles.

EN BREF

ONU

L'année de la pauvreté

L'ONU a décrété 1996 "année de la Lutte contre la pauvreté". Le secrétaire général des Nations Unies Boutros-Ghali déclarait dans son discours de nouvel an : 1,3 milliard de personnes vivent dans des conditions inhumaines. Elles tentent chaque jour de survivre avec un dollar (30 francs).

Deux tiers sont des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ces cinq dernières années, le nombre des "plus pauvres parmi les pauvres" a augmenté de 300 millions. Par ailleurs, le gouffre entre les riches et les pauvres se creuse spectaculairement. Les 20 % les plus riches possèdent à présent 60 fois plus que la couche la plus pauvre de la population mondiale. Il y a soixante ans, c'était 38 fois plus. Le nombre croissant de conflits et de guerres pour le contrôle des matières premières et des marchés plonge les populations du tiers monde dans une misère encore plus grande. En même temps, les instigateurs de ces guerres, les pays industrialisés, diminuent toujours davantage leurs budgets consacrés à la coopération au développement.

Quatre pays seulement dans le monde consacrent 0,7 % de leur produit national brut à la coopération : le Danemark, la Suède, la Norvège et les Pays-Bas» (Frankfurter Allgemeine Zeitung, 29/12, p. 4).

Etats-Unis

Répression contre les sans-abri

Pendant la période d'hiver, un nombre important des 700.000 sans-abri américains se déplace vers les Etats du sud dans l'espoir de se protéger contre le froid. Mais il arrive de plus en plus souvent qu'on les expulse.

Dans certains Etats, comme celui de Boston, les forces de l'ordre les chassent avec violence, dès l'instant où ils osent s'asseoir sur un banc public. «De plus en plus de villes votent des lois criminalisant les sans-abri», déclare Maria Foscarinis, directrice du Centre national pour les réfugiés et contre la pauvreté. La répression croissante est directement liée aux mesures d'austérité dans le secteur social (International Herald, 27.12).

Record d'exécutions

56 condamnés à mort ont été exécutés aux Etats-Unis en 1995. le nombre des exécutions pourrait augmenter cette année. Plus de 3.000 condamnés attendent leur exécution dans les couloirs de la mort. 38 Etats américains ont réintroduit la peine capitale. Plus de trois cent personnes ont été exécutées aux Etats-Unis depuis le rétablissement de la peine de mort en 1976. (Le Monde, 31.12.)

Jordanie

Un ancien député emprisonné

Laith Shobeilat, ex-député jordanien et président du syndicat des ingénieurs, militant actif pour la paix et contre l'embargo qui frappe l'Irak, a été emprisonné par le régime jordanien le 10 décembre. Il est accusé d' "incitation à la violence, crime passible de la peine de mort". En réalité, on lui reproche ses opinions politiques sur Israël et les rapports Jordanie/Irak. Son procès a été ouvert le 7 janvier, mais reporté. Ses avocats n'ont pas eu le temps d'étudier le dossier.

La Campagne espagnole pour la levée des sanctions contre l'Irak demande à chacun d'exiger sa libération auprès du ministre des Affaires étrangères jordanien.



La collectivisation des terres au Nord de la Corée a permis de mécaniser la culture du riz et de lui assurer une productivité élevée. Unique en Asie !

Chantage US sur la Corée

Aide alimentaire contre abandon du socialisme

Pour obtenir de l'aide alimentaire, vous devez modifier votre politique. C'est en substance le message des Etats-Unis à la Corée du Nord frappée en août dernier par des inondations catastrophiques.

Catherine Dijon

Bilan des inondations du mois d'août au Nord de la Corée : quinze milliards de dollars de dégâts et 500.000 sans abri. Perte alimentaire : près de 1,5 million de tonnes, soit un quart de la production annuelle. (1) Le responsable du programme alimentaire de l'ONU (PAM) en Corée parle d'«une situation d'urgence en matière alimentaire». Les organisations internationales notent cependant une relative confiance de la population et son soutien à l'Etat, capable d'affronter la situation, sauf en matière alimentaire. Et la Croix-Rouge internationale reconnaît la qua-

lité de l'organisation des soins de santé dans le pays. (2)

En septembre, le représentant britannique de la compagnie Cunningham International Ltd, résidant à Pyongyang, rapportait que les dégâts étaient déjà presque tous réparés car les autorités provinciales avaient rapidement mobilisé les habitants épargnés par les inondations pour héberger les sans-abri. «Nous avons inspecté une usine de machines-outils, déclare-t-il. On nous a expliqué qu'elle avait été dévastée, mais lorsque nous l'avons visitée, les travailleurs n'avaient pas seulement tout nettoyé, mais aussi tout repeint.»

Via les organisations des Na-

tions Unies, les Etats-Unis se sont saisis de cette situation et orchestrent une nouvelle campagne de dénigrement de la RPD de Corée. Ils minimisent les dégâts et dénoncent la "politique agricole" et "l'aventurisme militaire" de la RPD de Corée (3).

John M. Deutch, le directeur de la CIA accuse même la Corée du Nord de fabriquer un missile de longue portée qui pourrait atteindre le Japon et être exporté en Iran et en Lybie. (4) Les Américains se livrent à un odieux chantage : aide alimentaire ? Oui, mais à condition de renoncer au socialisme ! Le peuple coréen ne cédera pas, car son système lui garantit une vie décente depuis cinquante ans.

1. Far Eastern Economic Review, 28 septembre 1995. 2. Le Monde, 15/12/1995. 3. International Herald Tribune, 30 décembre 1995.

Russie : catastrophe alimentaire

La consommation de viande et de sucre diminue de moitié

Hilde Meesters

L'espérance de vie des hommes en Russie est passée de 63,8 ans en 1991 à 57,3 ans aujourd'hui. Celle des femmes de 74,3 ans à 71,1 ans. La population de Russie diminue de plus de 800.000 personnes par an, car le taux de mortalité a augmenté de 4,3 pour mille et celui de natalité diminué de 3,8 pour mille. Un véritable génocide provoqué par l'introduction de l'économie de marché et de la "démocratie" au profit des multinationales et autres maf-

fias !

La très forte baisse de l'espérance de vie et la très forte hausse de la mortalité sont directement liées à l'effondrement du niveau de vie des paysans et des ouvriers russes.

Aujourd'hui, les familles russes consacrent en moyenne 46,8 % de leurs revenus à la nourriture. Il y a cinq ans, cette moyenne étaient encore de 36 %. Mais pour une couche importante de la population, ce pourcentage est de 80 % et plus. La consommation de poisson et de

fruits ne représente plus qu'un tiers de celle d'il y a huit ans. La consommation de viande, de fromage et de sucre a diminué de moitié. 60 % des mères sont obligées d'économiser sur la nourriture de leurs enfants. Plus de 70 % de la population vit dans une situation permanente de tension psychique et émotionnelle qui conduit à des névroses, des perturbations mentales, à l'alcoolisme et à la toxicomanie...

Ces chiffres horribles ont été publiés le mois dernier dans un rapport de l'Unicef (le fonds des

Tuerie dans une prison turque

La police turque et des unités spéciales de l'armée ont pris d'assaut la prison Umraniye à Istanbul. Ils visaient tout particulièrement la section où sont enfermés des prisonniers de l'organisation révolutionnaire turque DHKP/C. L'action a fait cinq morts et 28 blessés. Le 13 décembre dernier, les prisonniers avaient résisté victorieusement à une action similaire. Il s'agit de tueries préalablement planifiées. Le Front de Libération Révolutionnaire Turc appelle toutes les personnes et organisations démocrates à protester contre ce massacre et contre les attaques répétées contre des prisonniers de gauche dans la prison d'Umraniye. Envoyez vos fax de protestation à la prison d'Umraniye, 00-90-216-4432423 ou au ministre de la Justice, 00-90-312-4173954.

Professeur rwandais détenu en Belgique

La Chambre bruxelloise des Mises en accusation a prolongé le mandat d'arrêt de Vincent Ntezimana. Ce professeur d'université rwandais est suspecté d'avoir transmis à la bande de meurtriers Interahamwe une liste de professeurs de Butare. Ntezimana a été arrêté au domicile du professeur belge Stefaan Marysse, qui a largement protesté en décembre contre cette arrestation. Marysse se base sur son amitié personnelle avec Ntezimana et sur une série de témoignages qu'il avait rassemblés... dans les camps de réfugiés au Zaïre, sous contrôle des responsables du génocide. Ntezimana affirme appartenir au "troisième pouvoir", qui se présente comme l'alternative entre les génocidaires et l'actuel gouvernement d'unité nationale à Kigali. (De Morgen, 4.1)

1. De Standaard, 23 décembre 1995. 2. Libération, 2 janvier 1996.

Les oubliés du Rwanda

Témoignage sur la situation dans l'ex-zone française "Turquoise"

La communauté internationale a fait beaucoup de tapage sur les camps de réfugiés afin de déstabiliser le nouveau régime rwandais. Mais à présent, elle laisse tomber les survivants. Notre envoyé spécial a visité la région de Kibeho où les Français avaient instauré leur fameuse zone Turquoise...

Bwana Kwelli, envoyé spécial à Kigali

Notre curiosité était grande de revoir cette région de Kibeho. Bien connue pour les apparitions de la Vierge. Plus tristement, Kibeho fit la une de la presse internationale lors du démantèlement des camps des déplacés, restés après le retrait des Français dans la zone Turquoise.

Surprise désagréable de trouver des collines vides d'habitants dans une région auparavant si peuplée. Plus on avance dans la commune de Rwamiko, plus ce vide devient oppressant. A la maison communale, nous avons pu rencontrer quelques rescapés du génocide qu'on devine extrême en traversant la région. Ce n'est pas facile d'assumer cet état de rescapé. Quelques enfants, quelques

femmes, deux ou trois jeunes filles, deux vieillards dont l'un avait eu la jambe coupée.

Tristes restes humains d'un génocide bien réussi dans cette région ! Mais les habitants ont-ils réussi à renouer les relations du passé ? Il semble que non; ainsi, une jeune fille et une femme rescapées ayant voulu regagner leur colline de Nyamimba, près de Mata, ont été blessées, encore au mois de novembre. L'une par un coup de machette dans la figure et l'autre par un coup de lance. On nous signale encore que de temps en temps, la nuit, le tambour et des coups de sifflets se font entendre, sur les collines... C'était le signal des attaques durant le génocide ! Cette triste situation, montre encore une fois que la zone Turquoise n'a servi que d'hébergement, à des groupes extrémis-

tes cachés parmi la population locale. (...)

Nous ne pouvons savoir si oui ou non la Minuar (force de l'ONU au Rwanda) ou les Droits de l'homme ont mené une quelconque enquête sur ces deux cas... Nous poursuivons notre route vers Kibeho, totalement saccagé par les implantations des déplacés. Le fameux camp de Kibeho, c'était en fait plusieurs collines envahies par les fuyards. De là, il était facile d'infiltrer toute la région et d'effectuer des méfaits et assassinats même lorsque la Minuar gardait ces camps.

Le complexe des écoles et de l'église n'a pu être visité faute d'autorisation; le village est squatté par les déplacés, qui attendent la fin de la construction de quelques tristes maisonnettes en briques. Nous poursuivons notre route vers la sous-préfecture de Munini. Toujours ces beaux paysages verdoyants, mais totalement désertés à quelques rares exceptions. Nous traversons le marché de Mubuga, bien animé et arrivons à Munini. Les bâtiments de la sous-préfecture sont totalement « cannibalisés », les maisons du projet Dank, si prospère autrefois, sont occu-

pées par des organismes divers. Dans le centre commercial, les maisons non détruites sont elles aussi squattées par les rescapés (toujours des groupes de femmes, et des enfants de moins de dix ans).

Leurs conditions de vie sont déplorables, les aides alimentaires insignifiantes : 50 personnes reçoivent pour un mois : 400 kilos de farine de maïs, 200 kilos de haricot et un litre d'huile par personne. De plus cette aide sera terminée fin décembre, car on considère que les rescapés seront réinstallés ! Mais ce n'est pas tout : lors des distributions, le personnel d'exécution parvient à retourner avec la moitié des chargements qui seront vendus par la suite à Gikongoro ou ailleurs. Cela nous a été confirmé par différentes personnes du coin.

Comment ne pas être révolté de voir de si faibles rescapés oubliés au fin fond d'une préfecture ! Bien triste sort. Nous retournons le coeur lourd de tristesse, d'avoir revu une région totalement sinistrée, d'avoir vu le résultat d'un fléau contre la personne humaine, d'avoir constaté le peu de cas de la part de la communauté internationale pour les survivants.

20 Belges reviennent de Yougoslavie

Mission d'enquête et de solidarité avec les réfugiés

Serge Thiry

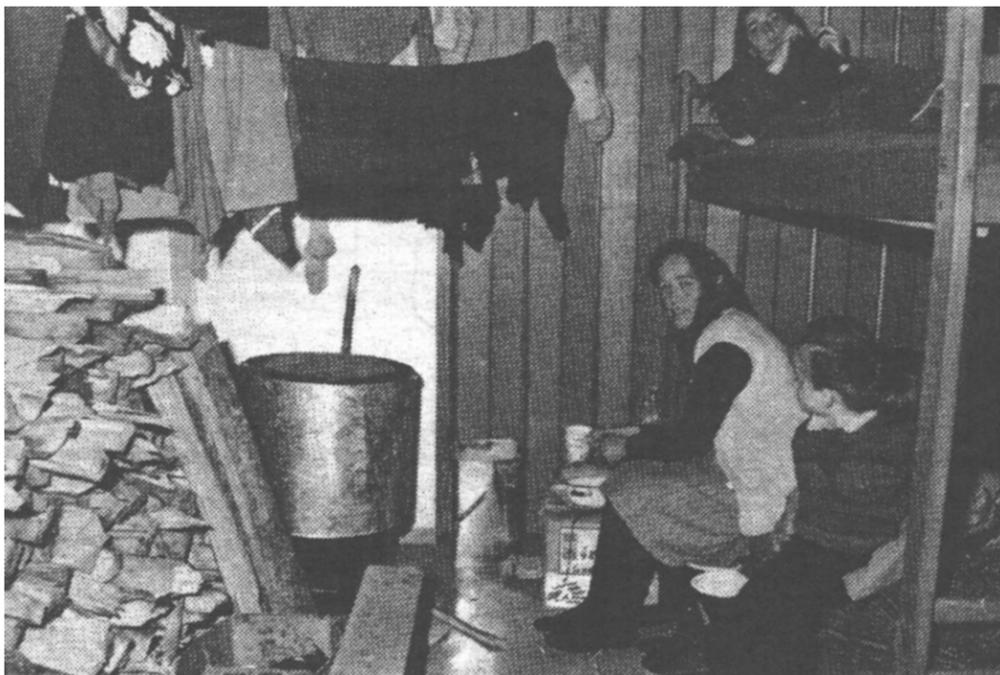
Wies Jaspers, président du Comité d'Initiative pour la Défense de la Paix en Europe, a dirigé avec Dirk Van Duppen (Médecine pour le Tiers Monde) la mission d'enquête de vingt personnes à Belgrade et en Bosnie. Il tire les premières leçons de cette mission.

Wies Jaspers. Nous avons deux objectifs : veiller à ce que l'aide (vêtements, médicaments...) arrive à Banja Luka. Une partie du groupe a accompagné le camion jusqu'à destination. Ensuite, nous voulions discuter avec un maximum de personnes pour comprendre la situation en Yougoslavie et ainsi mieux préparer les campagnes de solidarité à venir.

Vous y êtes parvenus ?

Wies Jaspers. Absolument ! Une telle visite est un antidote contre l'"information" que nous présentent les médias sur la Yougoslavie. Nous avons discuté avec des réfugiés, avec des médecins, avec des jeunes, avec des journalistes. Par exemple, le journaliste Miodrag Ilic, un collaborateur de la chaîne télévisée Canal 3, nous a expliqué que la chaîne américaine CNN avait acquis un monopole sur l'information.

L'accord de Dayton a levé



Des témoignages émouvants sur la situation des réfugiés de Banja Luka dont personne ne parle. La semaine prochaine dans Solidaire...

L'embargo frappant la Yougoslavie...

Wies Jaspers. En théorie oui, mais dans la pratique chaque pays doit adapter sa législation. Cela prendra encore du temps. Selon le professeur Baniecevic, directeur de l'hôpital pour enfants "La mère et l'enfant, «l'embargo de l'ONU ne touchait pas les médicaments et les produits alimentaires. C'est ce qu'on prétend et ce que les gens

veulent bien croire. Mais chaque embargo imposé par les grandes puissances a pour but de faire le maximum de victimes parmi la population. Voyez l'exemple de l'Irak où la vie de 500.000 enfants est menacée par l'embargo».

Quelles seront les suites de ce voyage ?

Wies Jaspers. Tous les participants (habitant diverses régions

de Belgique) diffuseront leurs témoignages. Vous pouvez d'ores et déjà organiser des conférences-débats ou de petites soirées afin de les entendre.

Contactez-nous ! (Médecine pour le Tiers Monde, 02 / 513 74 06)

Prochain Solidaire :

4 pages de reportage et de photos exclusives

AGENDA

Charleroi

Judi 1 février, 19h30

Débat sur la lutte pour l'emploi avec Bruno Baudson (CNE), Daniel Van Daele (CGSP), Jo Cottenier (PTB).

La Braise, Rue Zénobe Gramme 21, Charleroi. Org : PTB Charleroi.

Paris (France)

Samedi 13 janvier 14h30

Conférence-débat : "Le parti communiste français était-il porteur d'un projet révolutionnaire dans les années 20?"

En France, depuis 75 ans le PCF a été le principal guide d'une partie importante des travailleurs et en particulier des ouvriers. Quelles perspectives politiques a-t-il proposées au mouvement ouvrier ? Orateur : P. Kessel du Centre d'Etudes du Mouvement Ouvrier Paysan. 94 rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 11^e, Métro Couronne ou Parmentier. Org : Université Marxiste à Paris.

Annnonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 27 janv., de 12 à 18 h. Entrée libre

Exposition
Artistes pour la Paix en Yougoslavie

Artistes, aidez les enfants de Banja Luka à passer l'hiver

Faites un projet de T-shirt, de poster ou de carte(s) postale(s) * Les projets sont exposés au Centre International à Bruxelles jusqu'au 27 janvier * Ils sont mis en vente au profit des enfants réfugiés de Banja Luka * Une série de T-shirts, de posters et de cartes postales accompagneront les convois pour Banja Luka et la Yougoslavie * Nous demandons aux enfants de Banja Luka de répondre en faisant eux-mêmes un dessin * A partir du 12 janvier 1996, les dessins d'enfants yougoslaves seront exposés et mis en vente au Centre International

Pour information détaillée:
Centre International: 02/513.79.41
Le projet est réalisé en collaboration avec Médecine pour le Tiers Monde et la Croix Rouge Yougoslave.

10 janv., à 20 heures. En français. 90 F
Le droit d'asile
en voie d'être supprimé?
Anne MAESSCHALK, coauteur du livre
'Les chemins de l'exil'.

11 janv., à 20 heures. En français. 90 F
Débat autour du film
'Land and Freedom'
de Ken Loach
Marcel BAIWIR, confrontera son vécu à l'image donnée du rôle des communistes dans le film de Ken Loach.

12 janv., à 19 heures. Entrée libre.
Ouverture du deuxième volet
de l'exposition des
Artistes pour la Paix
en Yougoslavie
Exposition et vente de dessins d'enfants réalisés à Banja Luka.
Reportage par les participants au convoi de Noël de Médecine pour le Tiers Monde.

13 janv., à 18 heures. Entrée libre.
Apéritif Poétique
Sylvie DELL, Willem M. ROGGEMAN et Wilfried DE BOECK.
Musique: Marco LEFEBRE (flûte).

16 janv., à 20 h. En français. 90 F
Ecologie et impérialisme:
le cas de l'érosion des sols
en Ethiopie du Nord
Jean NYSSSEN

Bruxelles

J'y suis, j'y reste et j'y danse !

Que faire à Bruxelles un soir de Nouvel-An ? Certains avaient bien compris que Rebelle organisait une soirée de réveillon qui s'annonçait des meilleures. Plus de 150 personnes sont venues écouter des groupes de rap et de raï et danser avec nous toute la nuit. *Les Vils Scélérats*, *CBC*, et *Classé X* ont mis une très bonne ambiance, la foule commençait à s'échauffer... Lorsque les *Vagues du Raï* sont montées sur scène, nous étions déjà en 1996 et nous nous sommes vraiment tous défoulés. Nous n'étions pas autant que prévu mais l'ambiance y était. Rebelle-Bruxelles s'était chargé de préparer de délicieux sandwiches pour ceux qui, épuisés par la danse, se pressaient au bar. La soirée s'est terminée au petit matin, nous étions tous un peu fatigués mais prêts à recommencer une année de lutte et de victoire. (Julie).

Liège

1996 : une nouvelle année de lutte !

Suite à la manif du 28 novembre, le gouvernement a cru qu'ils nous avait démotivés, que la population serait contre nous. Mais c'est le contraire ! Les examens sont finis et les vacances aussi... c'est reparti. Alors, dans ton école, confectionne des calicots, mobilise les autres, prends contact avec ton délégué, informe-toi et agis ! Les négociations ont échoué parce qu'Onkelinx et Grafé ne veulent pas lâcher un franc. Ils restent sur leurs positions. Nous aussi. Seul le refinancement nous donnera un enseignement de qualité. Et c'est ce que nous allons continuer d'exiger. (Jean-Pierre)



Dès la rentrée, on reprend la lutte !

Le "Manifeste de la Byrouth" : un petit trésor !

Les vacances n'ont pas affaibli les étudiants, au contraire. Une année particulièrement combative s'annonce.

Un principe marxiste dit que les masses sont les véritables héros, capables d'une créativité inouïe dans la lutte.

Nous avons voulu leur rendre hommage en reproduisant ci-contre quelques-uns de leurs dessins.

Marianne Lerouge

Coups de matraques, charges de cheval, les étudiants motivés, le piège, la lutte continue. La manif des étudiants du 28 novembre reste gravée dans toutes les mémoires. Les réactions continuent de pleuvoir dans le bureau du bourgmestre PS de Liège, Jean-Maurice Dehousse. Ainsi plusieurs personnes, étudiants, professeurs,

chômeurs, artistes, avocats, poètes, imprimeurs... ont consacré un numéro spécial de la revue "La Byrouth des Epices" à cette manifestation. Il ne coûte que 50 F (20 F pour les étudiants). Vous pouvez le commander en écrivant à Véronique Samygin, Mon Antône, 83 à 4950 Faymonville, ou en téléphonant au 041/22.15.07. (demandez Manuel). En voici quelques dessins.



Bon

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Commune : _____
Date de naissance : _____
Ecole / mouvement de jeunes : _____

Je désire plus d'informations sur :

- les activités nationales de Rebelle
- l'université marxiste d'été pour jeunes 1996
- le camp de Pâques
- le voyage à Paris, Lyon et leurs banlieues
- les voyages à Cuba et au Rwanda
- les activités de Rebelle de ma région
- Je désire un abonnement gratuit de 5 semaines à Solidaire

Une bagnole ne vaut pas une vie

Charleroi : les gendarmes abattent un jeune de 16 ans

«Abattus comme des lapins» disent les témoins. Samedi soir, la cavale de deux jeunes roumains avec une voiture volée s'est brusquement terminée à Charleroi. Daniel Gioni, 16 ans, fut abattu par les gendarmes. Son copain, 15 ans, fut légèrement blessé.

Filip Peers

A ce jour, il existe deux versions sur la fusillade. Mais dans les deux cas il est clair que la version de la "défense légitime" ne tient pas la route, même dans l'interprétation de la gendarmerie.

La version des premiers témoins à la télé d'abord. «Les deux gosses sont arrivés là (à la place Rucloux). Ils ont vu que les gendarmes les suivaient, ils se sont garés (dans la rue de la Fenderie) pour se rendre. Quand ils sont descendus de la voiture, les gendarmes leur ont tiré dessus. Ils ont été abattus comme des lapins.»

La version de la gendarmerie. La Mazda volée est poursuivie dans la rue du Moulin par une Vectra banalisée de la BSR et une Golf de la gendarmerie. A la place Ru-

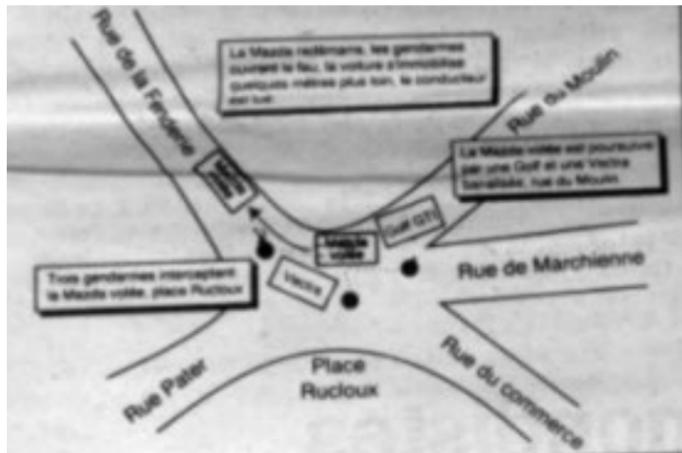
cloux, les jeunes s'arrêtent et la Vectra en profite pour dépasser et intercepter la Mazda. Deux BSR et un gendarme sortent pour arrêter les passagers de la voiture. La voiture redémarre alors, fonce sur un gendarme. Une fusillade de 6 ou 7 balles suit, dont deux percent la portière côté chauffeur et le blessent mortellement. La voiture s'arrête dix mètres plus loin sur le trottoir de la rue de la Fenderie. Le conducteur ouvre sa portière, puis s'effondre sur le pavé.

La version de la gendarmerie ne tient pas

Un, les jeunes n'étaient pas armés. Deux, comment peut-on affirmer que la voiture fonçait sur un



A l'appel du PTB et de Rebelle, soixante personnes ont déposé des fleurs à l'endroit de la fusillade, le dimanche soir.



gendarme, qu'on abatte le chauffeur et que la voiture s'engage ensuite à droite, sans blesser le gendarme ? Même dans la version la plus avantageuse pour eux, ils ont tiré pendant que la voiture passait à côté d'eux et s'éloignait. Quelqu'un qui tire sur une voiture qui fonce sur lui, devrait au moins briser le pare-brise. Trois, sur les photos publiées dans la presse, l'impact d'une balle dans le coffre est clairement visible. Ce qui confirmerait que les gendarmes

ont tiré dans la direction de la rue de la Fenderie, pendant que la Mazda s'éloignait ou était déjà à l'arrêt. Ceci expliquerait l'emplacement des douilles de balles, à la sortie de la rue du Moulin. Quatre, le passager a été blessé par une balle perçant la portière de droite. Celle-ci ne peut venir que du gendarme (à droite) qui tire au moment que la voiture s'engage déjà dans la Rue de la Fenderie. Il n'est certainement pas «menacé par une voiture qui fonce sur lui».

La fusillade a suscité un grand émoi à Charleroi. Des passants, des jeunes et des habitants s'en prennent aux gendarmes. Des témoins déclarent que les gendarmes ont ouvert le feu sans sommation, alors qu'il n'y avait aucune menace. La foule a pris partie pour les victimes. «Les constatations du parquet ont dû être abrégées car des gens commençaient à jeter des pierres et des piles en direction des enquêteurs. Des coups de pieds ont également été donnés dans la carrosserie de certains véhicules des forces de l'ordre. Afin d'éviter que cela ne tourne à l'émeute, le parquet a fait rapidement enlever le corps.» (1)

«Qu'est-ce que les jeunes ont comme avenir dans cette société ?» se demandait un couple. Un autre témoin : «J'ai sûrement fait pas mal de conneries quand j'avais 16 ans. Mais personne ne mérite d'être tué pour une bagnole.»

A l'appel du PTB et de Rebelle, soixante personnes ont déposé des fleurs à l'endroit de la fusillade, le dimanche soir. Une grande partie de la presse, "convertie" entre-temps à la version de la gendarmerie, a entamé une campagne de dénigrement des témoins du drame. La Nouvelle Gazette ne tarde pas à accuser aussi le PTB. Elle parle "d'une indécence exemplaire" à propos de l'appel pour déposer des fleurs à l'endroit de la fusillade. Le revirement d'une grande partie de la presse fut si net qu'on peut presque parler d'une reprise en main par le ministère de l'intérieur et la gendarmerie.

1. La Nouvelle Gazette, 8.1.96.

Policiers, tirez donc !

Voilà le résultat de la loi Tobback de 1992

Jan Fermon et Danny Goderis

La gendarmerie constitue un danger permanent. Les deux jeunes Roumains de Charleroi ne sont pas les premières victimes tombant sous les balles des gendarmes. En avril 1995, Turgut Sat a été grièvement blessé lors d'un contrôle à Molenbeek Toute l'hystérie exigeant "davantage de sécurité" crée un climat dans lequel quiconque fait un mauvais pas se retrouve en gibier sur lequel on peut tirer.

En août 92, fut approuvée la nouvelle loi de police, enfant spirituel du ministre socialiste de l'Intérieur de l'époque, Louis Tobback. La base en avait été jetée lorsque Jean Gol créa une psychose autour de la bande du Brabant. Auparavant, la police ne pouvait tirer qu'en cas de légitime défense. Mais en 1986, Gol proposa d'autoriser les policiers à tirer également s'ils ne voient aucun autre moyen de défendre les terrains qu'ils occupent ou de

protéger des personnes, des fonds, des documents. Et aussi si quelqu'un s'enfuit après avoir attaqué une autre personne.

La Loi sur la Police de Tobback reprend presque littéralement certains points du projet Gol. A côté de la légitime défense, l'article 38 de cette loi étend l'usage des armes à feu à de nombreuses autres situations. On peut à présent tirer sur des personnes armées ou en direction de véhicules où se trouvent des personnes armées. Mais tirer n'est en ce cas permis qu'à certaines conditions : il faut qu'un délit soit commis avec usage de violence par des malfaiteurs dont on peut raisonnablement penser qu'ils utiliseront leurs armes contre des personnes. Et enfin, les armes à feu peuvent aussi être utilisées lorsque des agents de police ne sont pas en mesure de défendre autrement les personnes, les positions ou les endroits qu'ils doivent défendre.

Dans l'affaire de Charleroi, aucune de ces conditions légales ne semble

être remplie. La gendarmerie invoque la légitime défense. Au journal TV de VTM, le ministre socialiste de l'Intérieur Vande Lanotte a également défendu cette version. Mais elle est très douteuse. Et les conditions pour tirer sur une auto en fuite n'étaient nullement remplies. En aucune façon, un délit violent n'était commis. Le vol d'une voiture, certes inacceptable, n'est pas proportionnel au sacrifice d'une vie humaine. Il n'y avait non plus aucune raison d'admettre que les deux jeunes étaient armés, encore moins qu'ils avaient l'intention de faire usage de leurs armes.

«La vie d'un gendarme vaut davantage que celle d'un bandit»

Mais les auteurs de la Loi de Police de 1992 partagent la responsabilité de ce qui est arrivé. Durant des années, la gendarmerie a fait pression pour qu'on

révise la notion de légitime défense : «Le personnel d'intervention doit faire usage de ses armes avec davantage de sérénité. La vie d'un gendarme vaut davantage que celle d'un bandit» (Echo syndical, feuille du Syndicat national du personnel de la gendarmerie, novembre 76). La direction de la gendarmerie, qui a fait pression durant des années pour obtenir davantage de possibilités de tirer, ne peut interpréter la loi que comme une concession. La tuerie de Charleroi démontre que les gendarmes ont perçu la nouvelle loi comme une autorisation de tirer à vue.

Le danger de la gendarmerie

La gendarmerie, c'est l'insécurité pour le peuple. La gendarmerie, c'est la force de police la plus modernisée et la plus centralisée en Belgique. Elle a doublé ses effectifs depuis la Deuxième Guer-

re mondiale. Sa tâche principale, c'est le maintien de l'ordre capitaliste. Chaque fois que cela "chauffe", la gendarmerie est prête.

Ses tâches en matière de circulation et de lutte contre la criminalité peuvent être reprises par d'autres services de police. Nous n'avons pas besoin d'une armée contre l'ennemi intérieur. La gendarmerie en tant que corps doit être dissoute. Il faut interdire le port d'armes en cas de patrouilles de routine, de tâches de police ordinaires et de maintien de l'ordre.

La population doit avoir la possibilité de déposer plainte en cas de méfaits commis par des services de police auprès d'une commission publique d'enquête indépendante. En attendant le résultat de l'enquête, les policiers soupçonnés doivent être suspendus. S'ils sont reconnus coupables, ils doivent être sanctionnés et chassés immédiatement du corps.

Il enterre avec lui les illusions sur la social-démocratie

Mitterrand a mené la politique que la droite avait rêvée sans oser la faire

François Mitterrand, président français "socialiste" de 1981 à 1995 est mort. Le bilan catastrophique de son règne est une leçon pour tous ceux qui – parmi nous aussi – pensent qu'avec le PS, c'est "mieux qu'avec les libéraux". "Il a du cohabiter avec la droite", dit-on. Pourtant, quand Mitterrand a pris le pouvoir, il disposait d'une large majorité.

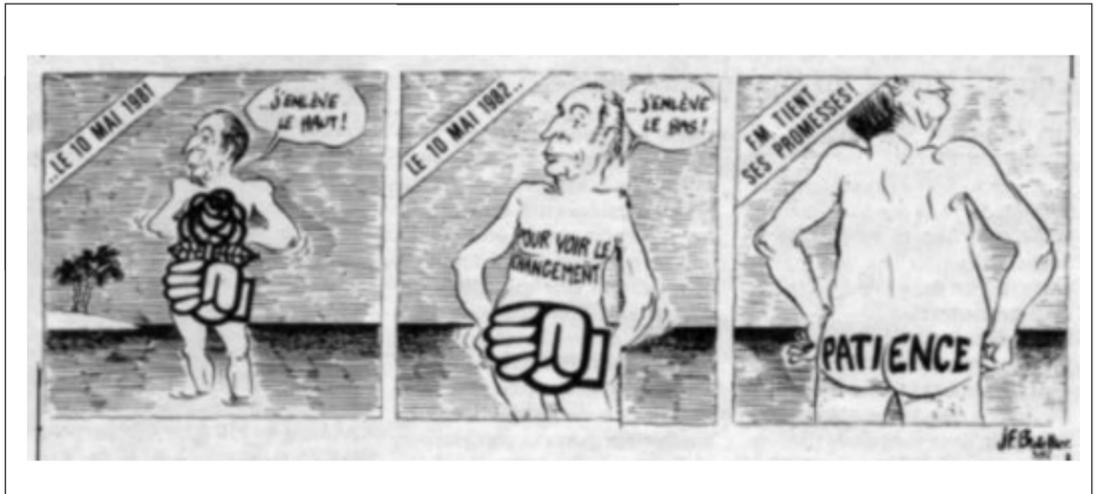
Catherine Dijon

«Pendant dix ans, les socialistes au pouvoir ont fait les restructurations industrielles que la droite avait rêvées sans oser les faire, explique Alain Barreau, cheminot, délégué CFDT. Et maintenant, c'est la droite qui nous propose des réformes que la gauche rêvait de faire si elle avait eu du temps.» (1) Le mouvement de grève en France a mis à jour la colère accumulée contre la régression sociale depuis les années Mitterrand. «On ne s'est jamais mobilisé pendant que les socialistes étaient au pouvoir. Et ils ont mené une politique libérale, monétariste», confirme Thomas, professeur de lettres et d'histoire. Jean-Pierre, cheminot roulant, adhère au PS : «J'ai voté pour Maastricht... Les socialistes ont voulu gérer une "crise" supposée. Le capital ne s'est jamais aussi bien porté. Et c'est une Europe du fric qu'on va avoir.» (2)

En 1981, Mitterrand promet la nationalisation de onze groupes industriels. L'indemnisation des actionnaires des entreprises CGE, Pechinay, Saint-Gobain, Usinor-Sacilor, Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt et des banques Paribas et Suez est fort généreuse. Les actions sont majorées d'environ 25 %.

Nationaliser pour renforcer le capitalisme

La suite est encore plus scandaleuse. Sur les huit entreprises nationalisées en 1982, six seront reprivatisées quelques années plus tard. «Le passage sous statut public des grands groupes industriels a permis une recapitalisation qui n'aurait pas été possible autrement. Il a mis les pouvoirs publics davantage au service des groupes que l'inverse.» (3) Il faut encore



ajouter dix autres entreprises publiques privatisées dans les années 80 et début 90. Les années Mitterrand sont bel et bien des années de privatisations. Elles sont aussi des années de bénéfices plantureux pour les entreprises. Quand les socialistes arrivent au pouvoir, «la part de la valeur ajoutée qui revient aux entreprises n'a jamais été si faible depuis la Deuxième Guerre mondiale. La désinflation va s'accompagner d'une vaste redistribution au profit des entreprises et au détriment des salariés.» (3) C'est en Bourse que ces capitaux seront versés. La capitalisation boursière, la somme des actions, qui était de 225 milliards de FF en 1983 (5 %

du PIB) a grimpé à 2.700 milliards en 1993 (38 % du PIB). (3) Au cours de deux septennats de Mitterrand, les impôts sur les revenus du capital et des sociétés ont constamment baissé. Les années Mitterrand sont enfin celles de l'explosion du chômage et de la misère. En 1983, Jacques Delors, ministre des Finances, augmente les tarifs publics, les prix des produits pétroliers et les prélèvements dans la Sécurité sociale. Les ménages sont les plus touchés, les entreprises privées ne sont pas concernées. (4) C'est un premier ministre socialiste, Rocard, qui instaure début des années quatre-vingts la Cotisation sociale généralisée (la CSG, qu'on veut

introduire aussi en Belgique). Les salariés y contribuent pour 75 %, les fortunés à peine pour 7 %. (5) Le «socialisme à la française», annoncé en 81, était du capitalisme libéral. Le chômage s'est accru de plus de 60 % entre 1981 et 1994. La France compte aujourd'hui 3,3 millions de chômeurs, contre 1,9 en 1981. Certains affirmaient en 1981 que le véritable choix de société était entre les réformes socialistes de Mitterrand et la politique réactionnaire de Thatcher. L'hécatombe sociale en France les a fait déchanter.

1. Le Monde, 9.12.95. 2. Le Monde, 14.12.95. 3. Alternatives Économiques, février 1995. 4. Le Monde, 27.3.83. 5. BRTN-Aktueel, 4.9.95.

L'homme qui a trompé tous les tiersmondistes

Une vie au service de l'impérialisme français

Catherine Dijon

Quand Mitterrand prend la tête de la République, en 1981, il s'épanche en démagogie tiersmondiste. Mais la perpétuation de la politique néo-coloniale, en Afrique surtout, ouvrira très vite les yeux de nombreux anti-impérialistes. La carrière politique du jeune François Mitterrand fut tout sauf tiersmondiste. En 1950, il devient ministre de la France d'outre-mer (des colonies). Quatre ans plus tard, la guerre d'indépendance se déclenche en Algérie. Mitterrand devient ministre de l'Intérieur. «La seule négociation c'est la guerre !», affirme-t-il. En 1956, ministre de la Justice, il vote les pouvoirs

spéciaux, pour permettre au gouvernement socialiste de poursuivre la guerre. Devant les massacres de civils, l'usage systématique de la torture, les assassinats de prisonniers, Mitterrand nie. Pourtant, en 1981, beaucoup ont oublié ce passé et se fient aux promesses de Mitterrand d'une politique internationale progressiste. Il en sera tout autrement. A la fin des années quatre-vingts, nous voyons la social-démocratie à la pointe du combat pour le rétablissement du capitalisme à l'Est et en Union soviétique, comme nous l'avons vu participer à la destruction de l'Irak et la justifier dans son infect langage social-hypocrite. (1) Mitterrand est aussi le

«meilleur ami» d'Israël en Europe et le défenseur acharné des colonies françaises. En 1990, il se joint à Bush et Thatcher dans l'agression contre l'Irak. En dépit du retour de la droite au gouvernement, Mitterrand garde les pleins pouvoirs en politique étrangère. Après les grands discours sur les "droits de l'homme", place aux interventions militaires françaises en Afrique : Tchad, 1983 et 1986; Togo, 1986; Comores, 1989, Zaïre, 1991. Dès 1982, Mitterrand fait entrer son fils Jean-Christophe, dans la cellule franco-africaine de l'Élysée, dont il devient le personnage central. Surnommé par les Africains "Pamadit", le fils Mitterrand met sur

un réseau politico-financier influent, jusqu'à son éviction en 1992, pour corruption. (2) En 1990, Mitterrand lance ses troupes contre le Front Patriotique Rwandais. Ce soutien à Habyarimana culminera dans l'opération Turquoise. But : arrêter l'avance du FPR et protéger les coupables du génocide. Mitterrand et son ministre Delors sont les artisans, aux côtés de l'allemand Kohl, de l'Europe de Maastricht, l'Europe du grand capital. Mais aussi de l'Eurocorps, qui préfigure l'armée européenne sous domination allemande. A Maastricht, en 1991, Helmut Kohl a marchandé avec la France et la Grande-Bretagne pour qu'ils ap-

prouvent l'éclatement de la Yougoslavie. En échange de cette docilité, Mitterrand a reçu le soutien de la Bundesbank au franc français. Et malgré son alliance traditionnelle avec la Serbie, la France a reconnu la Croatie et la Slovaquie. (3) Mitterrand s'est toujours mis au service de l'impérialisme français. Sous le drapeau fasciste, gaulliste ou social-démocrate.

1. Ludo Martens, discours du 1er mai 1991. 2. Le nouvel Afrique Asie, mars 1995. 3. Michel Collon, Études Marxistes, décembre 1995, p.50.

Mitterrand et l'extrême droite : une erreur de jeunesse ?

En 1935, Mitterrand fréquente le cercle de l'Action Française, organisation fasciste de l'époque. Il participe à une manifestation «contre l'invasion des métèques». Durant la guerre, une partie de la France est gouvernée par le régime de Vichy, pro-nazi, dirigée par le maréchal Pétain. Mitterrand choisit le camp de la collaboration. Il

est affecté au service de "documentation", en fait un service de renseignement où étaient établies, selon Mitterrand lui-même, «des fiches sur les communistes, les gaullistes et ceux qui étaient considérés comme antinationaux». Au printemps 1943, il reçoit la "francisque", distinction décernée à ceux qui ont fait preuve

d'un «attachement actif» au maréchal Pétain et à ses idées. Il fait alors la connaissance de Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy de 1942 à 1943. Il devient son ami. (1) C'était pourtant le premier flic de France, le responsable de la déportation des juifs par le gouvernement de Vichy.

Après les confessions sur son passé Mitterrand rétorquera qu'après tout, il vaut mieux avoir fait le chemin de l'extrême droite à la gauche que l'inverse... Pourtant, en visite à Berlin le 8 mai 1995, cinquante ans après la défaite nazie, Mitterrand déclare : «Je ne suis pas venu souligner la défaite, parce que j'ai su ce qu'il y avait de

fort dans le peuple allemand, sa vertu, son courage. Ses soldats étaient courageux. Ils acceptaient la perte de leur vie, pour une mauvaise cause, mais ils aimaient leur patrie.» (2)

(1) Pierre Péan, Une jeunesse française, Fayard. 2. Le Monde, 12 mai 1995.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Réconciliation au Rwanda ?

Il y a de ces mots
Qui sont si difficiles à percevoir
Qui sont si difficiles à entendre
Qui sont si difficiles à envisager
Si lourds en prémices
Car
Que signifient-ils après tout ?
Une volonté de voir ensemble
S'il n'y a réellement pas moyen
de revenir
A avant.
Il existe pour nous comme prolé-
gomènes
Et de tailles ce qui suit :
Avant pour nous a disparu
Avant c'est le vide
C'est le désastre la désolation le
désert
Tant affectif que physique et
qu'économique.
Les victimes
Les survivants
Doivent à présent
Sous la pression
Sous le chantage des politiques
étrangères.
Oublier leurs morts
Et s'entendre avec les assassins.
Or ceux-ci n'ont rien demandé
N'ont aucun remords
Sont même prêts à poursuivre le
travail.

Alors chers politiques étrangères
Chers conseillers occidentaux de
tout poils
Vous qui cinquante ans après
N'avez toujours pas enterré vos
morts
Vous qui rouvrez le dossier Irma
Laplace
Comment osez-vous sous la me-
nace
Sous le chantage même
Faire avaler ces couleuvres aux
survivants ?

C'en est indécent
C'en est scandaleux.

Etes-vous réellement sérieux
messieurs ?

Ne seriez-vous pas un rien dé-
rangés messieurs ?

Reparlons-en dans deux ou trois
générations Voulez-vous ?

Wirira

Morts sur l' Elyse D.

Je suis frappée de constater que
chaque fois que l'Occident esti-
me devoir intervenir quelque
part dans le monde — le plus
souvent sous le prétexte des
droits de l'homme — le gouver-
nement belge se trouve au pre-
mier rang, parmi ceux qui crient
le plus fort. Nous excellons dans
l'art de dénoncer les violations
de la démocratie chez les autres.
Pourtant, dans notre pays, les
exemples ne manquent pas. Ne
citons que l'histoire choquante
des réfugiés découverts pendant
ces jours de fête dans notre port
d'Anvers.
Lorsqu'un jeune Africain d'à pe-
ne 14 ans, horrifié par le massa-
cre de toute sa famille dans une
de ces guerres civiles meurtrières
qui sévissent un peu partout dans
le monde, vêtu de quelques
haillons et évidemment sans pa-
piers, trouve l'audace de se jeter
dans une cale de bateau, espé-
rant pouvoir recueillir quelques
miettes dans un riche pays de
l'Occident, il sera jugé bien stupi-
de. Comment ose-t-il croire qu'il
a les mêmes droits que ses an-
ciens colonisateurs ? Comment
ose-t-il espérer que ces riches
blancs, qui détiennent toute la
vérité, soient prêts à partager
quoi que ce soit ? Au contraire,
ils comptent bien sanctionner
une telle audace : le jeune sera
enfermé comme un chien,
d'abord dans une cage à bord du
bateau, ensuite dans un centre de
détention, un centre de concentra-
tion, entouré de barbelés.
Bien sûr, on ne lui dira pas qu'il
a aussi des droits, que ce pays
respecte les droits de l'homme,
puisque'il n'est qu'un profiteur.
On ne lui parlera surtout pas du
droit d'asile, car cela pourrait lui

donner des idées.
Bravo, Monsieur Vande Lanote
! Ta politique inhumaine a
porté ses fruits. Il ne faut surtout
pas que tu t'inquiète, que tu sois
bouleversé par le sort de ces
deux autres jeunes, qui, eux aussi
avaient une mère, des soeurs, des
amis, et qui n'ont pas survécu.
Enfermés comme des rats dans la
cale, ils sont morts de faim, de
soif, d'asphyxie. Tu dois les esti-
mer non seulement stupides,
mais aussi malchanceux.
Ils ont commis une grave erreur,
croyant qu'ils étaient des êtres
humains qui seraient traités com-
me tels dans notre pays. On sa-
vait avec précision où ils se trou-
vaient dans la cale et on ne pou-
vait certifier qu'ils étaient morts,
pourtant on a encore attendu
deux jours avant de retirer leurs
cadavres. Il était bien plus im-
portant, bien plus urgent de dé-
charger les conteneurs et les bal-
lots de cacao, car ils représentent
beaucoup d'argent. Et l'argent ne
dégage pas de mauvaises odeurs.
Bravo, Monsieur Vande Lanote
! Et surtout ne t'inquiète pas.
D'ailleurs tu as de très bons élè-
ves. Comme ce commandant des
pompiers qui se croyait en droit
de venir nous insulter, nous qui
avons eu l'audace d'apporter
quelques fleurs sur la tombe de
ces deux jeunes partis pour leur
dernier voyage.
Droits de l'homme, disiez-vous ?

Ella W.
Ekeren

Zaire, processus démocratique bloqué

Depuis que j'ai découvert votre
journal en mai 1995, je ne cesse
de le lire chaque semaine.
M. Kengo wa Dondo, premier
ministre du Zaïre, est entré en
fonction en juillet 1994. Dès son
arrivée, l'une des tâches qu'il
s'est assignées est celle de mener
le pays vers les élections démoc-
ratiques. Jusqu'à présent, rien
n'est fait. Le gouvernement Ken-
go trébuche. C'est parce qu'il ne

fait pas l'unanimité, que des per-
sonnalités représentatives n'en
font pas partie. Aussi parce qu'il
ne dispose pas du soutien du
peuple. La période de transition,
ressentie déjà trop pénible par le
peuple zairois, devant se clôturer
le 9 juillet 1995, avec l'organisa-
tion d'élections présidentielle et
législatives, comme le stipule
l'acte constitutionnel adopté le 9
avril 1994, a été prolongé de
deux ans par le Parlement intéri-
maire qui n'arrive toujours pas à
voter les textes nécessaires à l'or-
ganisation des scrutins.
Et M. Kengo, ce dinosaure mo-
butiste trouve, en cette prolonga-
tion, une aubaine de rester tou-
jours le plus longtemps possible
à la tête d'un gouvernement, en
bout de course, au détriment des
Zairois qui jouissent du soutien
réel de la grande majorité du
peuple zairois. Cette situation
qui traîne bloque le processus
démocratique. En ce début de
l'année 1996, dans moins d'une
année et demie, rien n'est encore
prêt. Cette période de transition

sera, certainement, encore pro-
longée, au profit de M. Kengo.

Mme Kandela B.
Bruxelles

Le seul journal que je lis sérieusement

Ces derniers mois, j'ai reçu régu-
lièrement Solidaire dans ma boî-
te aux lettres. Comme ouvrier à
la Sabena, je m'intéresse surtout
aux articles qui traitent de mon
entreprise et de mon secteur.
Cela m'est très utile pour mes
discussions. Avant, j'avais un
abonnement au journal *De Mor-
gen*. Je l'ai interrompu pour des
raisons d'économie. A présent, je
ne lis les journaux que sporadi-
quement. Mais si je compare So-
lidaire aux autres journaux, je
dois dire que c'est le seul journal
que je lis sérieusement.

Un ouvrier de la Sabena

Présence remarquée de Marx à Paris



«La participation du PTB, de Rebelle et MML à la manifestation contre le
«Plan Juppé» le 16 décembre à Paris a été très remarquée et a eu de bons
échos. Le quotidien *Info Matin* (centre gauche) en a fait la une de son
édition du 28 décembre», nous écrit André D., abonné de Paris, qui nous
a fait parvenir ce journal. Il ajoute : «Je souhaite que le PTB continue à
progresser car c'est la seule organisation sérieuse en Belgique.» «Des
Belges du Parti du travail portant un portrait de Karl Marx crient "Faites
payer la crise aux riches !"», précisait *Le Monde* du 19 décembre.

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et
immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre
le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale
du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir
sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il? Le
PTB combat le grand capital:
banques, holdings, multinationales.
Les moyens de production sont leur
propriété privée et la société est
régie selon leur soif de profit. Ils sont
la cause de l'exploitation, de la
misère et de la montée du fascisme.
Le PTB combat l'appareil d'Etat
capitaliste qui garantit la dictature du
capital contre le travail. Cet Etat
transfère aux capitalistes des mil-
liards puisés dans les poches des
travailleurs. Sa gendarmerie est la
milice privée du patronat.

Que veut le PTB? Le PTB veut
l'expropriation sans indemnisation
des grands capitalistes: leurs
moyens de production doivent
devenir la propriété collective des
travailleurs. L'économie doit être
planifiée suivant les besoins de la
population travailleuse. Le PTB veut
la destruction de l'appareil d'Etat
capitaliste et la constitution d'un Etat
socialiste, prenant appui sur les
masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances
impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant
le tiers monde. Le PTB soutient les
mouvements révolutionnaires qui se
battent pour l'indépendance, la
démocratie populaire et le socialis-
me.

L'impérialisme c'est la guerre.
La concurrence entre les Etats Unis,
le Japon et l'Europe s'accroît.
L'Allemagne rêve d'un quatrième
Reich: elle renforce son hégémonie
au sein de l'Union européenne.
Les puissances impérialistes s'unis-
sent pour opprimer le tiers monde.
Ils y mènent des agressions
militaires sous le couvert du «droit
d'ingérence». En Europe de l'Est
aussi, les interventions militaires
sont appelées à se multiplier.
Le PTB dit non à l'impérialisme
européen, non à l'Europe allemande.

**L'expérience historique du
socialisme.** Le PTB s'inspire de
l'expérience historique du mouve-
ment communiste international: la
révolution d'Octobre en Russie,
dirigée par Lénine; la construction
du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée
par Mao, qui a ouvert la voie
socialiste dans le tiers monde.
Depuis Krouchtchev, le révisionnis-
me a miné petit à petit la base
socialiste de l'URSS. Il a liquidé les
principes fondamentaux du pouvoir
de la classe ouvrière. L'économie
soviétique s'est effondrée: le parti
s'est coupé des masses. La
restauration du capitalisme sauvage
en ex-URSS a été l'aboutissement
de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste.
Le PTB se prononce pour l'unité du
mouvement communiste internatio-
nal sur la base du marxisme-
léninisme et de l'internationalisme
prolétarien. Les travailleurs du
monde entier ne forment qu'une
seule classe. Ils doivent s'unir contre
l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax:
(02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte
11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060
Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42
07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 •
Charleroi. 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.**
Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat
59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1
(09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 •
Hasselt. Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue
Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660
Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97
00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Leuven (016)22 06 83 • **Malines.**
Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Namur.** Chaussée de
Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7,
9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht
276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100
Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24
• **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.**
Groenplein 19, 9060 Zelzate. (091)44 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

L'amnistie des collabos : un danger en Wallonie aussi !

Six heures contre le racisme et le fascisme à la veille de la reprise du procès

Dans le procès Laplasse, l'auditeur a requis l'acquittement. L'indignation est grande dans les milieux de la résistance et parmi les antifascistes, appelés à assister en nombre à Charleroi le 13 janvier et à l'audience du mardi 16 janvier, à 14 heures, salle 030 du Palais de Justice de Bruxelles.

Myriam De Ly

Bien qu'ils se montrent critiques à l'égard de la réouverture du procès, les partis francophones — et plus particulièrement le PS — ont une responsabilité dans cette nouvelle percée du fascisme. Tous les partis au pouvoir ont donné leur aval à cette révision de l'Histoire. Ce que les différents organes de presse francophones se sont abstenus de mentionner.

Le PS joue-t-il un double jeu ?

Le PS se prononce régulièrement contre l'amnistie. Mais pourquoi les ministres PS n'ont-ils pas opposé leur veto et empêché l'ancien ministre de la Justice Wathelet d'entamer la réouverture du procès ?

Les antifascistes s'indignent aujourd'hui à juste titre du vote au Vlaamse Raad en faveur de l'atténuation des dommages financiers imposés aux collaborateurs lors des procès à la Libération. Mais les partis flamands ne sont pas seuls à avoir pris des initiatives en ce sens. L'émission "Ter Zake" de la BRT a signalé que dans le dernier gouvernement Martens (Volkunie, socialistes et socio-chrétiens), un groupe secret de travail a élaboré un projet visant à «atténuer les conséquences financières de la répression». Y figuraient des collaborateurs de tous les vice-premiers ministres, donc aussi de Philippe Moureaux. Ils envisageaient une révision de la procédure fiscale; ils ont rédigé un nouvel article qui annulait les créances de plus de 30 ans. Les collaborateurs qui devaient encore payer des dommages et intérêts à



Nacer Ammache.

l'Etat en étaient dispensés. La chute du gouvernement a empêché que l'avant-projet voie le jour. Hugo Schiltz (VU), qui présidait ce groupe, a expliqué où il en était arrivé : «Le texte a été escamoté dans un nouvel ensemble de lois concernant la procédure fiscale, afin de ne pas attirer l'attention. En fait, il a pratiquement été approuvé, et devait être présenté au gouvernement pour approbation finale.» Le "rebelle" du PS, Philippe Moureaux avoue : «La



Yvonne Ledoux.

plupart des protagonistes avaient un préjugé favorable, mais cela n'a pas abouti. Il est donc difficile de dire jusqu'où on aurait pu aller, alors qu'on n'a pas abouti.» Pourquoi cette réhabilitation du fascisme et avec quelle bénédiction des partis traditionnels ? C'est un thème que débattront plusieurs orateurs le 13 janvier après midi, à Charleroi : Johan Anthierens, écrivain, qui vient de publier un livre sur l'affaire Laplasse, Juliette Pierre, ancienne résistante, qui



Jean-Marie Flémal.

parlera au nom d'Unité Antifasciste, de la répression et de la guerre, ainsi que du cas du collaborateur Streeel (idéologue de REX) que les fascistes francophones voudraient réhabiliter. Mais aussi Yvonne Ledoux, ancienne résistante de Charleroi, Michel Vanderborght, vice-président du Front de l'Indépendance, Antonio Caci, avocat et conseiller communal Ecolo à La Louvière et Berthe Ureel, fille d'un des résistants dénoncés par Irma Laplasse.

Chants, poèmes, danses et débat...

Journée contre le fascisme et l'amnistie à Charleroi

Myriam De Ly

«Le fascisme ne connaît pas de frontières», commente un camarade d'origine turque, mobilisé pour cette journée du samedi 13 janvier à la Maison de la Laïcité, rue de France, 31, 6000 Charleroi.

Nacer Ammache, président de l'association culturelle berbère, Asirem (espoir), chantera l'injustice sociale et l'oppression de son peuple. «Chez nous, en Kabylie, on est heureux d'accueillir un étranger, explique-t-il. Ici, c'est le contraire. Pourtant, la source des problèmes, ce ne sont pas les

étrangers, mais la crise. Une minorité profite, pendant qu'une majorité vit dans la misère. On essaie de diviser le peuple. Nous sommes ici en exil. On nous impose le silence, c'est un autre exil. Il est temps que les peuples s'entendent au niveau de la planète.»

Yvonne Ledoux est secrétaire régionale du Front de l'Indépendance et du Comité de Liaison des Associations Patriotiques de Charleroi. Elle a combattu au sein des Partisans Armés pendant la guerre. Elle témoignera de la gravité des dénonciations des collaborateurs

durant l'occupation. Une dénonciation, c'était l'arrestation, les camps et le plus souvent la mort.

Jean-Marie Flémal, écrivain carolorégien, récitera des poèmes. Il explique son engagement : «Ces derniers temps sont apparues nombre d'organisations claironnant bien haut leur souci de combattre la montée de l'extrême droite au nom de la démocratie. Mais on constate que ces mêmes organisations sont noyautées par des membres influents des partis au pouvoir, qui par leur politique résolument antisociale, sont les principaux responsables de cette

montée du fascisme dans nos frontières. Ce n'est pas en organisant des concerts de rock (et pourquoi pas des défilés de majorettes suivis de concours de pétanque?) que l'on combattra le fascisme. Je ne suis pas membre du PTB, mais je crois honnêtement que le seul groupe d'action qui a compris le sens réel de cette lutte, c'est l'Unité Antifasciste. C'était également la seule organisation à s'être déplacée à Bruxelles lors de la manifestation contre la révision du procès Laplasse...»

Participeront aussi à la journée un groupe folklorique italien, un

groupe musical kurde et un groupe de danse turque.

Programme

16 à 18 h : Irma Laplasse, une simple paysanne ? Débat. 18 h 30 à 19 h : des jeunes interrogent des résistants. 19 à 21 h : repas (couscous 250 F, pitta 100 F, réservation souhaitée). 21 h : soirée culturelle. En permanence : stands, vidéos, animation pour les enfants. Renseignements et réservation pour le repas : 071/22 13 93.

Pardonner aux traîtres ? Jamais !

La résistance a réagit à la proposition d'acquittement prononcée par l'auditeur militaire dans le procès Laplasse. Voici des extraits du communiqué.

«Le Comité d'Action de la Résistance, d'une part, le Front de l'Indépendance avec ses Partisans Armés, Milices Patriotiques, Résistance Civile, Presse clandestine et Réfractaires d'autre part, proclament leur profonde indignation

devant le premier épisode de la réhabilitation des inciviques en général, où l'Auditeur militaire demande l'acquittement, 50 ans après les faits et sans tenir compte de la prescription trentenaire.

Pour tous les Résistants, le fait d'avoir été fusillée en 1945 prouve à suffisance que toutes les preuves étaient largement établies quant à la culpabilité de l'intéressée. Cette première proposition signifie pour nous un coup monté de

l'extrême droite flamingante visant à la proclamation d'une amnistie générale, ce que nous n'accepterons jamais.

D'autres noms sont déjà annoncés, qui justifient le bien-fondé de notre opposition. (...) Jamais la résistance et les vrais Belges ne pardonneront aux traîtres et aux dénonciateurs. Une provocation par l'injustice ne pourrait qu'engendrer des réactions incontrôlables.»

Fête pour les droits égaux

Samedi 13 janvier, dès 19h30 à Liège.

20h : "Coupable d'Innocence", théâtre par Jacques Lansberg. Bernard Godefroid, écrivain politique dédicacera ses livres sur place. 21h45 : remise de diplôme aux premières Entreprises sans Racisme à Liège. 22h30 : soirée musicale avec

Gomma Percussions, Dreaming Revolution, Graze, Le Moderne, rue Ste Walburge 1, Liège.

Org. : Objectif 479.917 en collaboration avec La Courte Echelle, Le Moderne, CEF. Renseignements : tél. 041/64.73.33, 041/37.70.41, 041/64.50.57.